

LE VILLAGE ANDALOU, GHETTO GITAN DE BORDEAUX (1989-2001)

INTRODUCTION

Le samedi 9 décembre 2000, une manifestation peu ordinaire déambule dans les rues de Bordeaux : près de deux cents Gitans, accompagnés d'autant de « non-Gitans », revendiquent leur relogement avec un slogan étonnant : « **On veut des maisons !** »

Pour le profane, les Gitans sont des « Gens du voyage » et vivent, sinon en roulottes comme jadis, du moins en caravanes. On n'est pas loin de l'image d'Épinal de la soirée autour du feu, les femmes dansant au son du flamenco joué à la guitare par les hommes...

Mais ces Gitans là, déjà sédentaires depuis 40 ans au nord de Bordeaux, revendiquent bel et bien des maisons pour vivre paisiblement et, surtout, sortir leurs enfants de l'étrange lotissement où ils sont parqués, le Village andalou.

Depuis quelques semaines, une information décisive les pousse à vouloir déménager : leurs enfants sont atteints de **saturnisme** (présence de plomb dans le sang), affection qui a de graves conséquences sur le développement, en particulier sur le plan cérébral.

Une seule solution : quitter le lieu pollué pour faire retomber la plombémie et en limiter les conséquences, s'il en est encore temps...

A) Ghetto et bidonville

Le Village andalou, définitivement rasé en décembre 2001, présentait la caractéristique d'être à la fois un ghetto et un bidonville. Considérons les définitions du dictionnaire Hachette relatives à ces deux termes :

***Ghetto** : Quartier où les Juifs étaient contraints de résider. Par extension : lieu où une minorité se trouve regroupée et isolée du reste de la population.*

Cette dernière définition correspond exactement à ce qu'était le Village andalou : une sorte de lotissement situé à Bordeaux mais à l'extérieur de l'agglomération, à un bon kilomètre de toute autre habitation, regroupant une cinquantaine de familles exclusivement gitanes.

***Bidonville** : Agglomération d'habitations précaires, construites en matériaux de récupération, en partie de vieux bidons, et qui se trouvent à la périphérie de certaines villes.*

A l'origine, le Village andalou n'est pas un bidonville, mais un lotissement de maisonnettes « en dur » que la ville de Bordeaux a fait construire en 1989, sur le site d'une décharge, fermée et recouverte de gravats, mais toujours active comme en témoigne les écoulements de produits divers et émanations nauséabondes.

La construction, sur laquelle nous reviendrons, s'est faite avec une grande économie de moyens – bien que la facture finale annoncée officiellement ait été extrêmement lourde.

Il en résulte que les logements se sont dégradés très vite.

En 2000, la plupart des maisons étaient rafistolées avec des planches, des plaques de tôle ondulée et autres matériaux de fortune. A chaque pluie, l'eau suintait le long des murs, faisant des rigoles dans certains logements.

L'Office de la langue française donne comme définition :

***Bidonville** : Agglomération d'abris de fortune, de baraques sans hygiène.*

Donc, même s'il n'a pas été construit avec des « vieux bidons », le Village andalou correspondait bien à la définition du bidonville.

B) La « sortie du ghetto »

La situation exigeait le départ des familles du Village andalou. Lorsque le saturnisme est causé par des peintures au plomb, il est possible de rénover et repeindre les murs. De même, lorsqu'il est la conséquence de tuyauteries en plomb, il suffit parfois de remplacer ces matériaux. Dans le cas du Village andalou, c'était le sol lui-même qui était contaminé.

De plus, le délabrement généralisé des logements suffisait à écarter l'idée de rénovation du bidonville et imposait un processus de relogement.

Cette « **sortie du ghetto** », bien que nécessaire pour des raisons médicales, de précarité et d'insalubrité, s'annonçait néanmoins comme une expérience difficile à vivre pour la cinquantaine de familles, ainsi confrontées à une rupture brutale avec les habitudes de la vie communautaire.

Au moment de la révélation du saturnisme et de l'annonce par les autorités de plans de relogements, la quasi-totalité des habitants du Village andalou se disaient tout à fait heureux à l'idée de quitter enfin le ghetto.

C) Une population bien spécifique

On pouvait néanmoins craindre qu'au moment de partir ou quelques temps après le départ, ces gens seraient touchés par une certaine nostalgie de la vie clanique qui, bien que parfois oppressante, est souvent chaleureuse et rassurante. Le fait qu'il s'agisse d'une population bien spécifique – des Gitans - allait-il exacerber ce sentiment de rupture ?

D'autres questions venaient aussi à l'esprit concernant l'identité ethnique des protagonistes : allaient-ils mener des actions collectives ? Ces dernières allaient-elles prendre des formes particulières ? Qu'en serait-il du rôle de leader ?

En fin de compte, les Gitans allaient-ils se comporter très différemment d'autres populations confrontées à des difficultés comparables ? Une étude des Tsiganes en général et des Gitans en particulier pouvait permettre de mieux appréhender ces questions.

D) Un observateur... engagé dans l'action

En tant qu'instituteur ayant eu des classes spécifiques d'enfants du Village andalou entre 1991 et 2000, j'étais déjà un peu connu des familles. Lorsque le problème du saturnisme s'est présenté, il m'a semblé nécessaire d'aller discuter avec elles, m'assurer qu'elles possédaient bien toutes les informations concernant le danger pesant sur leurs enfants, étudier avec elles la réaction des pouvoirs publics et envisager les actions à mener.

J'ai ensuite été amené à structurer un Comité de soutien qui a coopéré avec les Gitans. J'ai été amené à m'engager, à prendre position, contre les pouvoirs publics par exemple.

Il est certain que j'étais bien loin dans cette « affaire » de la position d'observateur souvent privilégiée par celui qui fait un travail sociologique ou ethnographique. Ce manque de distance, bien que naturel, fut pour moi une difficulté importante dans la réalisation de ce mémoire.

En contrepartie, j'ai été au cœur de l'action, j'ai vécu au plus près les sentiments des familles gitanes, leurs espoirs, leurs déceptions. Il est pratiquement certain que ce n'aurait pas été le cas si j'étais arrivé au Village andalou pour « étudier » les Gitans ou du moins leur mobilisation.

E) Un long processus

Le **saturnisme** a été découvert en juillet 2000. Les actions collectives se sont étalées de décembre 2000 à avril 2001. Le processus de relogement a débuté lentement en novembre 2000, pour vraiment être mis en œuvre en juillet 2001 et se terminer enfin en décembre 2001.

Les conséquences sociales et psychologiques sur les familles gitanes de leur départ du Village andalou sont encore amenées à évoluer au fil des mois et certainement des années à venir. Mais nous avons bien entendu été amenés à mettre un terme à cette étude, en septembre 2002.

Après une présentation des Tsiganes en général et des Gitans du Village andalou en particulier, nous étudierons la genèse de l'action collective, sa mise en œuvre, les conséquences matérielles et psychologiques de la « sortie du ghetto » et nous terminerons par une analyse du rôle des différents protagonistes.

PARTIE 1 : Tsiganes du monde, Gitans de Bordeaux

A) Tsigane, Manouche, Rom, Gitan ?

a) Classification

Un certain flou règne en ce qui concerne les appellations que l'on donne à ces populations, d'après la classification de Jean-Pierre LIEGEOIS, directeur du Centre de Recherches Tsiganes¹ :

« Il est souvent difficile de cerner la notion de "Tsigane" (...) Le problème se complique du fait que chaque appellation, soit régionale, soit nationale, ne renvoie pas à une réalité nettement définie, à une ethnie dont l'individu A ferait partie sans contestation possible, alors que B n'en ferait pas partie.

Celui qui parle du "Tsigane" ou du "Romanichel" ne sait pas le définir, ne possède aucun critère qui lui permette de le dire "Tsigane" ou "Romanichel", et celui qui donne un essai de définition ne le fait pas de la même façon que son voisin. (...)

Le supposé "Tsigane" se définit, et définit ses parents, comme faisant partie soit des Rom, soit des Mânouch, soit des Kalé. Un Rom ne peut être ni Mânouch, ni Kalo. Un Mânouch ne peut être ni Rom, ni Kalo et un Kalo ne peut-être ni Rom, ni Mânouch.

Chacun estime pourtant qu'un individu qui appartient à l'un des deux autres "groupes" n'est pas très éloigné.

¹ Centre de recherches tsiganes, Université de Paris 5 - Sorbonne, 45, rue des Saints-Pères
F-75270 Paris cedex 06.

Un Rom dit : "Les Mânouch sont presque comme nous. Les Kalé pas tellement, mais un peu quand même". Il se peut qu'il s'agisse là d'une conscience ethnique, mais il n'existe pas de mot qui désigne l'ethnie comme ensemble des Rom, Mânouch, et Kalé.

*Toutefois, un terme désigne celui qui n'appartient pas à l'ethnie. Le Rom nomme gadjo celui qui n'est ni Rom, ni Mânouch, ni Kalo. Le Mânouch le nomme gadjo. Le Kalo dit payo, lousno, gatcho. **L'ethnie se définit ainsi par opposition** ».²*

Signalons d'autre part que l'on désigne aussi le Kalo par le terme souvent plus connu de **Gitan**. Les Tsiganes vivant à Bacalan, quartier nord de Bordeaux, sont très majoritairement des Gitans, même si quelques familles mânouch vivent aussi dans ce quartier. Les habitants du Village andalou étaient exclusivement des Gitans.

b) Les Tsiganes dans le monde

Pendant des siècles, l'origine Tsigane fut un réel mystère. Pour le résoudre, des hypothèses les plus diverses et des légendes les plus saugrenues furent échafaudées : ils seraient les descendants d'Adam et d'une femme antérieure à Ève, c'est pourquoi ils sont exempts du péché originel et de l'obligation de travailler à la sueur de leur front ; ou bien ils seraient les descendants des bâtisseurs de pyramides, ou encore l'une des tribus perdues d'Israël...

Dès la fin du 18^{ème} siècle, des érudits commencèrent à s'intéresser à leur langue et remarquèrent une certaine similitude avec le sanskrit. Depuis lors, des études linguistiques, anthropologiques et historiques confirmèrent l'origine indienne des Tsiganes : ils seraient aryens par la langue et la culture mais non par leur origine.

² Liégeois Jean-Pierre, *Mutation Tsigane*, P.U.F, Bruxelles, 1976, p. 15.

Au milieu du 5^{ème} siècle, l'historien arabe Hamza d'Ispahan fut le premier à raconter l'exode des ancêtres des Tsiganes. Un demi-siècle plus tard, le poète Firdousi reprit et embellit ce récit qui rapporte que des milliers de Tsiganes auraient été envoyés par un roi de l'Inde à son cousin le roi de Perse : celui-ci était désireux de faire le bonheur de ses sujets en leur offrant à ses frais de la musique.

Après un assez long séjour en Perse, les Tsiganes poursuivirent leur migration et se scindèrent en deux groupes : l'un alla vers le sud-est de l'Asie, l'autre vers l'Arménie et les pays du Caucase.

Ils restèrent longtemps dans l'Empire byzantin, en Serbie et dans les pays roumains. Ainsi le mot Tsigane vient du grec byzantin "Athinganas" ou "Atsinkanos" par référence à une ancienne secte orientale de magiciens et de devins.

Au début du 15^{ème} siècle, ils reprirent la route et se dispersèrent en Hongrie, en Allemagne, en Suisse. En 1419, les premiers Tsiganes apparurent sur le territoire français à Châtillon sur Chalonne, à Mâcon, à Sisteron. En 1427, ils étaient à Paris, mais on les rencontrait également en Italie, en Espagne, en Angleterre et en Écosse.

Au 16^{ème} siècle, on attesta leur présence en Suède, en Pologne, au Danemark, en Finlande, en Russie. Aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles, ils voyageaient sur tout le territoire américain. Par contre, l'Extrême Orient ne les a attiré que très exceptionnellement.

Voyageant dans la plupart des nations du monde, les Tsiganes sont les seuls à n'être ni pasteurs ni conquérants. Ils furent pourtant l'objet des répressions les plus sévères : l'Inquisition les persécuta, Pie V les envoya par milliers dans les galères, le nazisme en extermina plus de 500 000 dans les camps de concentration.

Les motivations de ce peuple à prendre incessamment la route demeurent depuis leur origine un mystère, perçu de tout temps comme un mode de vie original mais aussi inquiétant pour les sédentaires. Même lorsqu'ils sont sédentarisés, le nomadisme ancestral des Tsiganes demeure ancré en eux, ils se disent souvent prêts à partir à tout instant.

c) Quelques chiffres

Le recensement des Tsiganes, population nomade, a toujours posé des problèmes. Les auteurs s'accordent sur l'imprécision des chiffres existants, qui relèvent plus d'une estimation que d'un recensement précis. On estime la population tsigane mondiale à 15 millions d'individus.

Les chiffres sont discordants pour les États-Unis et l'Amérique latine. La population Tsigane européenne compterait près de 6 millions individus. La grande majorité vit en Europe Centrale et Balkans. C'est l'ex-Yougoslavie qui compte le plus grand nombre de Tsiganes sur son territoire (750 000). En France, elle serait de 250 000 personnes, plus ou moins sédentarisées.

Estimation de la population tsigane en Europe en 1980, établie par Monsieur Graitan PUXON, secrétaire général de Romani Union :

Ex-Yougoslavie	750000	Allemagne	84000
Roumanie	680000	Pologne	65000
Espagne	670000	Albanie	62000
Hongrie	600000	Pays-Bas	35000
Turquie	500000	Suisse	30000
Ex-URSS	480000	Belgique	17000
Bulgarie	450000	Autriche	16000
Tchécoslovaquie	370000	Irlande	15000
France	230000	Suède	13000
Italie	96000	Finlande	6000
Grèce	90000	Norvège	4000
Grande-Bretagne	87000	Danemark	3500

Le département de la Gironde compterait 10 000 Tsiganes dont 6000 dans la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB).

Il importe d'insister sur le fait que chaque communauté a son propre destin et sa propre évolution en fonction du mode de vie – voyageur, semi-sédentaire, sédentaire – et des pays dans lesquels elles vivent. Il n'y a donc pas de Tsiganes de référence qui seraient plus Tsiganes que les autres.

On entend parfois dire que les Tsiganes ne sont plus vraiment Tsiganes depuis qu'ils ne vivent plus en roulottes, qu'ils font leurs courses dans les supermarchés, qu'ils reçoivent la télévision par satellite, etc.

Ces appréciations sont dénuées de tout fondement. Comme nous l'avons expliqué plus haut, l'ethnie tsigane se définit par opposition.

Les Tsiganes sont les Tsiganes... puisque les autres ne le sont pas. Peu importe les modes de vie et parcours de telle ou telle communauté. Ce sont des Tsiganes, autant que ceux qui vivaient en roulottes dans le passé...

B) La communauté gitane de Bordeaux Nord

a) Parcours...

« Voici donc des Tsiganes en France. (...) Ceux qui, sans s'arrêter ou presque, filent vers le Midi de la France, l'Espagne, le Portugal, ceux là forment le groupe des "Gitans"³ ».

Les familles gitanes installées à Bordeaux-Nord vivaient en Andalousie avant de passer en 1936 en Algérie. Nous n'avons pas de données précises concernant cette migration, mais nous pouvons supposer qu'il s'agissait de fuir la guerre d'Espagne.

En effet, l'inconscient collectif des Tsiganes les pousse souvent à considérer qu'ils vont être victimes d'évènements graves comme les guerres, même s'ils ne sont pas directement concernés. Il faut bien dire que l'histoire leur donne raison et justifie ces fuites préventives.

C'est en 1962 que ces familles sont revenues en Europe et se sont installées près la décharge municipale de Bordeaux. Si elles n'avaient pas cette fois fui la guerre, elles avaient préféré s'exiler au moment de l'indépendance de l'Algérie, ne sachant pas ce qui pouvait leur arriver.

De façon générale, le niveau socio-économique des Gitans ne cesse de se dégrader. Leurs métiers artisanaux traditionnels ont tendance à disparaître, leur intégration socio-économique est de plus en plus difficile.

Lorsqu'ils sont arrivés à Bordeaux, presque tous les Gitans étaient ferrailleurs. Longtemps, beaucoup ont possédé une carte officielle de la mairie de Bordeaux pour œuvrer sur la décharge.

³ Solet Bertrand, *Tsiganes, gitans, manouches ?*, Messidor, Paris, 1982, p. 49.

Mais celle-ci, saturée, a été fermée en 1980 et la plupart des Gitans ont perdu leur métier. Quelques-uns s'accrochent encore aujourd'hui à l'activité de ferrailage, mais ils travaillent dans des conditions difficiles, car ils doivent se déplacer beaucoup pour peu de résultats.

b) La descente aux enfers : un bidonville à Bordeaux

Affaiblis sur le plan économique, les Gitans de Bordeaux-Nord ont diminué la fréquence de leurs voyages. Peu à peu, ils se sont défaits de leurs caravanes jusqu'à devenir pratiquement sédentaires, n'allant même plus systématiquement au célèbre pèlerinage gitan des Saintes-Maries-de-la-Mer.

Considérant cette évidente sédentarisation, la mairie de Bordeaux créa en 1976 le « Hameau de Garonne », généralement appelé « le camp ». Situé avenue de Labarde, à proximité de la décharge finissante, ce camp était une sorte de village aux constructions en matériaux agglomérés, pourvues d'eau et d'électricité, faites pour durer 5 ans.

La réalité fut toute autre : il a fallu attendre près de 15 ans pour que les baraques du « camp » soient remplacées. Et pendant une bonne décennie, c'est dans un véritable bidonville que cette communauté gitane a vécu, sur le territoire même de la ville de Bordeaux, mais au-delà du pont d'Aquitaine qui joue un rôle de porte symbolique.

Les descriptions qui nous ont été faites par les anciens habitants de ce lieu sont saisissantes : les toits étaient, dans le meilleur des cas, en tôles ondulées. Des morceaux de moquettes et de bâches en plastique complétaient les murs, et même parfois les remplaçaient. Des planches en bois et des panneaux publicitaires complétaient le tout.

Des caravanes plus ou moins rafistolées avaient été rajoutées par les Gitans pour essayer d'améliorer leurs conditions de vie. Des débris de toutes sortes jonchaient le sol. Cette situation critique a duré jusqu'en février 1990. C'était un véritable bidonville, digne de ceux d'Amérique du Sud.

Il va de soi qu'aucune hygiène n'était possible dans de telles conditions et, d'après les enseignants de l'époque, les enfants arrivaient à l'école dans un état incroyable de saleté et de puanteur, peu propice à leur épanouissement ni à leur scolarisation.

Les enseignants constatèrent même qu'une fillette avait été gravement mordue par un rat ; malgré les mesures prises immédiatement pour la faire soigner, elle fut amputée.

C'est semble-t-il cet épisode tragique qui, faisant scandale en période électorale, poussa la mairie de Bordeaux à prendre enfin la décision de faire quelque chose : c'est ainsi que naquit le Village andalou, à la fin de l'année 1989.

c) Le Village andalou

Situé à une centaine de mètres de l'ancien camp, qui fut rasé, le Village andalou était une sorte de lotissement. A l'état neuf, il pouvait éventuellement ressembler à ceux que l'on voit un peu partout en France... à la différence non négligeable qu'il était isolé de toute autre construction, placé sur les gravats qui recouvrent l'ancienne décharge de Bordeaux, et cerné par les terrains vagues.

Et surtout, il rassemblait une population exclusivement gitane. Il s'agissait donc d'un ghetto ethnique. Un simple chemin le reliait à l'avenue Labarde qui mène à Bacalan, quartier nord de Bordeaux.

Concrétisation d'une promesse faite en période électorale quatre ans plus tôt par M. Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, ce village a permis de reloger, dans des conditions apparemment acceptables, trente-sept familles gitanes recensées par les services municipaux comme demandeuses de logement.

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Bordeaux a établi le projet en essayant de respecter le désir de certaines familles d'être à côté les unes des autres. Il y eut hélas des erreurs, et des familles proches ont vécu à différentes extrémités du Village au lieu d'être côte à côte.

Les 37 pavillons, isolés ou jumelés, ont été répartis autour d'une place centrale qui devait être aménagée en un espace vert qui ne fut jamais réalisé. Une salle commune permettait l'organisation de fêtes ou de réunions. Au bout d'un certain temps, cette salle fut transformée en une trente-huitième habitation.

Une zone jouxtant le lotissement a été aménagée pour entreposer les matériaux de ferrailage, ce qui restait une activité non négligeable des gens du village. Mais elle n'a jamais été utilisée car, à la demande même des Gitans, chaque pavillon fut entouré d'un petit jardin clôturé dans lequel la ferraille était entreposée.

Ce fut un peu une révolution de constater que les Gitans intégraient à leur mode de vie la notion d'appropriation de l'espace et des biens : auparavant, tout morceau de ferraille appartenait à celui qui s'en saisissait. **Désormais, il devenait hors de question de se servir dans le jardin du voisin.**

Mais, nous tenons à insister sur le fait que ces évolutions sociales, inévitables pour toute communauté tsigane et différentes suivant leur milieu environnant, n'impliquent en rien une moindre « tsganité » : qu'il ait un jardin ou non, un Tsigane reste un Tsigane, puisque les autres – gadgés, payos – ne le sont pas.

d) Dégradation rapide

Le nombre de personnes par famille variant à l'origine entre 4 et 12, la taille des pavillons allait du T3 au T7. En essayant de tenir compte de la façon de vivre des futurs locataires, l'agencement des pièces avait été établi de la façon suivante : afin d'offrir la plus grande surface habitable possible, les dégagements (couloir, entrée) avaient été réduits ou supprimés.

On entrait directement par une baie vitrée dans la pièce centrale, la « cellule », de surface assez importante, séparée du « coin cuisine » par une cheminée à foyer fermé. L'idée d'un feu protégé ne plaisait guère aux Gitans, mais les avantages en terme d'utilité et de sécurité furent mis en avant.

Hélas, les maisons construites à l'économie se sont très vite dégradées et les cheminées ont souvent mal fonctionné. Certaines familles ont d'ailleurs fait des travaux d'aménagement, en déplaçant par exemple la cheminée ou en cherchant toute solution permettant son fonctionnement correct.

Néanmoins, au fil des ans, des convecteurs électriques ont été installés par les Gitans dans leurs habitations mal chauffées. Certains compteurs électriques se sont alors « providentiellement » arrêtés : peut-on vraiment s'en offusquer lorsqu'on sait qu'il s'agissait de lutter contre le froid et l'humidité dans un véritable bidonville ?

e) Payer des loyers pour vivre dans un bidonville

Les autorités de la ville de Bordeaux ont souvent attiré l'attention sur les efforts financiers qui ont été consentis pour les Gitans. Mais, d'après des personnes qui souhaitent garder l'anonymat, sur les 25 millions de francs dépensés, une grande partie n'a pas été utilisée pour le Village andalou.

D'après ces témoignages, l'argent aurait pu servir pour assainir l'immense zone marécageuse qui entourait la décharge, bien au-delà de l'emplacement du village. On ne saura sans doute jamais la vérité sur l'affectation réelle de ces sommes, mais le prix annoncé de 700 000 à 800 000 F par maison laisse songeur.

Un rapport publié en 2000 par des chercheurs de l'**Université de Grenade** (nous y reviendrons) donne des indications :

« La construction a été réalisée sans isolants : froides et humides l'hiver, les maisons deviennent de véritables fours en été. (...) Les glissements du terrain meuble ont rapidement fissuré les murs, dégradé les planchers et crevé les canalisations d'eau. Le système d'assainissement, faute de pente suffisante pour l'évacuation, provoque des remontées d'eaux usées jusqu'à l'intérieur des logis. A côté des « pavillons », les deux bassins de décantation à ciel ouvert dégagent des odeurs parfois insoutenables ».

Le résultat est saisissant : deux ans après l'ouverture du village, les murs commençaient à pourrir, de nombreux vices de construction apparaissaient.

Les Gitans ont été accusés de dégrader les habitations par la mairie de Bordeaux qui aura néanmoins perçu, pour ce ghetto-bidonville, 38 loyers mensuels de 2000 à 3500 F, et ce pendant les treize ans de fonctionnement du village, jusqu'au dernier mois.

En effet, même après la découverte du saturnisme en juillet 2000, les loyers ont été encaissés par la mairie de Bordeaux, jusqu'à la fermeture du Village en décembre 2001.

C) Le saturnisme

a) Avril 2000 : « Ces rapports qui accablent »

En avril 2000, deux rapports confidentiels sont remis au maire de Bordeaux et décrivent la terrible insalubrité de la vie au Village andalou. De type sociologique, le premier a été réalisé par les chercheurs du département d'anthropologie sociale de l'université de Grenade, en Andalousie.

Le second a été élaboré par l'Institut européen de l'environnement de Bordeaux (IEEB). Il consiste en un descriptif sec et précis du site et des conditions sanitaires qui y prévalent.

Ces rapports révèlent la présence de très inquiétants taux de plomb dans les fossés entourant le Village andalou, mais aussi d'hydrocarbures totaux, moins "réputés" que le plomb, mais au moins aussi dangereux. Or, aucune mesure n'est prise par la ville de Bordeaux, commanditaire de ces enquêtes.

Heureusement, une "fuite" permet de faire sortir ces informations de la confidentialité et le quotidien Sud-Ouest titre le 13 avril 2000 : « *Ces rapports qui accablent* », et précise :

« Deux rapports confidentiels brossent un tableau accablant des conditions de vie dans le "village andalou" de l'avenue de Labarde. Entre les rats et les voitures désossées, quel avenir ? »

Malgré ces inquiétantes informations, les autorités (mairie de Bordeaux, Préfecture de la Gironde) ne réagissent pas. En particulier, on aurait pu penser que la Préfecture aurait au moins missionné la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS) pour aller constater l'état de santé des habitants du Village andalou.

Le maire de Bordeaux promet alors un relogement des familles du Village andalou en cinq ans : *« Il faut aboutir à la fermeture du village. Mais ceci ne peut pas se faire instantanément comme vous semblez le suggérer. Il faut organiser le départ ou le relogement de chaque famille et ceci nécessite du temps et un accompagnement social lourd. Cinq ans est un objectif raisonnable pour aboutir à la fermeture du village andalou »*⁴.

Si le souci affiché de l'accompagnement social des familles peut sembler légitime, le maire de Bordeaux se refuse à considérer le caractère intolérable des conditions de vie au Village andalou, qu'il ne peut pourtant pas ignorer car elles sont décrites dans le même quotidien régional :

*« Les constats sont accablants : multiples erreurs de conception et coûts pharaoniques à la charge du contribuable, pollution du site, insalubrité généralisée, saleté chronique, inondations récurrentes, rats omniprésents et misère sociale. Surréaliste. »*⁵

Il n'est donc envisagé aucune opération en urgence comme c'est parfois le cas à la suite d'une inondation ou d'un glissement de terrain. La seule chose qui est proposée aux Gitans est de croire aux promesses et d'attendre des années qu'on veuille bien leur proposer des solutions. Incroyablement, la découverte du saturnisme n'aura pas beaucoup plus d'impact sur les autorités. C'est ce qui a poussé les Gitans à l'action collective.

b) Juillet 2000 : le saturnisme

Devant l'immobilisme des autorités suite à la publication des rapports « accablants », c'est l'Organisation non gouvernementale (ONG) « Médecins du Monde » qui se déplace et effectue des prélèvements sanguins sur un certain nombre d'enfants gitans en juillet 2000.

4 Sud-Ouest, 14 avril 2000 : "Village andalou : fermeture dans cinq ans ?"

5 Sud-Ouest, 13 avril 2000 : "Village andalou : ces rapports qui accablent".

Les résultats montrent que la majorité des enfants vivant au Village andalou présentent d'importants taux de plomb, certains étant carrément atteints de saturnisme. Le taux maximal trouvé est alors de **183 µg/l**, le saturnisme commençant à 100. Ces constats sont confirmés fin août par une autre expertise menée par la DDASS qui, enfin, est venue voir ce qui se passe.

La découverte du saturnisme n'est pas à proprement parler une surprise, le Village andalou ayant été construit en 1989, par la municipalité, au-dessus de l'ancienne décharge de l'agglomération bordelaise.

A une époque où les réglementations environnementales étaient dérisoires, cette décharge a inévitablement reçu de nombreux produits dangereux. Bien que recouverte d'une épaisse couche de gravats, elle dégage des résidus et émanations toxiques.

La municipalité de Bordeaux a mis en avant le fait que le saturnisme aurait été causé par les activités de ferrailage, la manipulation de batteries automobiles. Or, d'une part, le ferrailage n'était plus pratiqué au Village andalou que par une minorité de la population.

Par ailleurs, d'après plusieurs médecins, ces activités ne pouvaient causer un saturnisme aussi important, et surtout étendu à des si nombreuses personnes, dont des enfants en bas âge et des nourrissons.

Enfin, même si la cause principale – voire la seule – du saturnisme était bien le fait que le Village andalou ait été construit sur une ancienne décharge, l'important n'était pas d'essayer de se renvoyer la responsabilité de la situation mais bien de considérer que le ghetto gitan était, de toute façon, devenu dangereux et que la seule solution pour combattre le saturnisme était de procéder à l'évacuation le plus rapidement possible.

Les conséquences du saturnisme sont connues et mises sur la place publique par le quotidien Sud-Ouest le 13 juillet dans un article sur le Village andalou titré « *Les enfants victimes du plomb* » :

« L'affection présente un caractère indéniable de gravité. Concentré sur le long terme dans l'organisme, le plomb peut être facteur d'arriérations mentales irréversibles. Au rang des symptômes, on retrouve l'anémie (la baisse du nombre de globules rouges), les douleurs abdominales, parfois les maux de tête et les troubles de la mémoire, comme de l'équilibre. »

Les pouvoirs publics ne peuvent donc pas feindre d'ignorer la gravité de la situation pour les habitants du Village andalou. Mais ils minimisent l'affaire en expliquant que les taux de plomb ne sont pas très élevés, **ce qui n'est pas justifié médicalement**. En effet, il n'existe pas de seuils en dessous desquels l'intoxication ne serait pas dangereuse :

« Il est évident qu'il faut une politique d'éradication totale du plomb, martèle Guy Huel [Inserm], qui travaille sur le sujet depuis plus de vingt ans. Tout simplement parce qu'il n'y a pas de valeur seuil à sa toxicité, celle-ci est continue. (...) En restant à une concentration de 50 microgrammes par litre, on contribuerait à une baisse du QI de l'ensemble des Français ».⁶

« *Faut-il attendre pour intervenir que les taux de plomb soient encore plus graves ?* » ont rapidement demandé les familles gitanes et les citoyens qui les soutiennent.

Avec raison, hélas : les prélèvements suivants montreront une forte aggravation de la plombémie.

⁶ Libération, le samedi 14 avril 2001 : " Quand le taux monte, le QI baisse ".

c) Une revendication immédiate : quitter le Village andalou

Les familles gitanes, légitimement inquiètes pour la santé de leurs enfants, demandent logiquement à pouvoir quitter immédiatement le Village andalou. Cette revendication, naturelle, évidente, dictée par l'urgence face au danger, implique aussi l'éclatement de la communauté.

Dès ce moment, personne n'imagine l'hypothèse de la construction d'un nouveau Village, même dans un lieu sans plomb. Pour certains Gitans, cet éclatement est un mal nécessaire mais inévitable à cause du plomb.

Pour d'autres comme Juan, c'est une conséquence positive :

« Le plomb, c'est terrible, mais au moins il aura amené la fin du Village andalou. On n'en pouvait plus de vivre enfermés, toujours entre Gitans ».

Jesus Garcia, qui allait devenir porte-parole des familles, le plus instruit du Village, parle de camp de concentration :

« A Bordeaux, il n'y a pas de ghetto pour les Blancs, pour les Noirs, pour les Maghrébins... alors pourquoi un ghetto pour les Gitans ? On se croirait dans un zoo, sauf que personne ne vient jamais ici, autrement on nous jetterait des cacahuètes. C'est pire qu'un zoo, c'est un camp de concentration. Je sais très bien ce qui s'est passé pour les Gitans pendant la seconde guerre mondiale : les camps de concentration, et puis les chambres à gaz. Si la guerre revient, ce sera facile de nous retrouver : il suffira d'aller au Village andalou. Alors il faut partir de ce village : à cause du plomb, bien sûr, mais aussi parce que nous pouvons vivre normalement, dans des rues normales, avec des voisins de toutes les origines ».

Ce discours, Jesus Gracia l'a tenu dès la découverte du saturnisme, et il l'a maintenu tout le temps, même dans les moments difficiles vécus par la communauté, au cours du processus de relogement dont nous verrons qu'il a été mené en dépit du bon sens par les autorités.

Par contre, un certain nombre de Gitans du Village andalou ont varié au fil des semaines, pour hésiter, se contredire, changer d'avis.

C'est toute la **problématique de la sortie du ghetto** : même nécessaire, même ardemment souhaitée, elle est de toute façon un traumatisme pour des individus qui n'ont connu que la vie clanique avec ses inconvénients comme ses avantages.

Ainsi, au moment de la découverte du saturnisme, la quasi-totalité des habitants du Village andalou est enchantée à la perspective de quitter ce ghetto et ses lourds inconvénients :

- **le bruit**, en particulier celui des adolescents qui tournent en mobylettes tard dans la nuit ;

- **la stigmatisation** :

« *Si un Gitan du Village andalou fait une « connerie », explique José, et bien ce sont tous les Gitans du Village andalou qui sont vus comme des bandits* » ;

- **l'isolement social**. Le fait de ne pas fréquenter de non-Gitans est vu comme un handicap pour les enfants.

Ramon : « *Nous, les vieux, c'est trop tard. On a vécu la plupart du temps dans des camps, comme des indiens. Mais nos enfants, il faut qu'ils apprennent à vivre avec les payos⁷* ».

⁷ Les "payos" sont les non-Gitans. C'est un équivalent des "gadjes".

Même joie quelques maisons plus loin avec Maria :

« Je suis très contente de partir du Village. On n'était pas bien ici. Même sans le plomb, c'était pas une vie, toujours entre Gitans. Et puis il y avait toujours du bruit, tard le soir, les mobylettes, tout ça... Moi je suis contente. On a fait les manifestations, pas pour embêter le maire mais pour qu'il comprenne qu'on ne pouvait plus rester. Je remercie ceux qui ont manifesté avec nous, ils nous ont aidés à partir. Je suis contente. »

Nous verrons plus loin que cet unanimisme n'a plus été aussi net au fil des départs, en particulier, bien entendu, lorsque les relogements étaient peu ou pas adaptés.

D) Vers l'action collective

a) L'action prend forme

La quasi-totalité des familles gitanes souhaite donc quitter le Village andalou mais constatent l'immobilisme des pouvoirs publics. On ne leur parle que d'un processus de relogement sur cinq ans. Alors, la solidarité s'organise entre Gitans et non-Gitans.

Instituteur, responsable de classes d'enfants du Village andalou, de 1991 à 2000, je contacte les responsables du cinéma Utopia de Bordeaux, toujours prêts à accueillir des initiatives de solidarité et la lutte contre des situations inacceptables.

Ainsi, une soirée film-débat est organisée en septembre 2000 avec divers intervenants (médecin, enseignant, et surtout 18 représentants des familles gitanes).

Au cours du débat, une adjointe du maire de Bordeaux annonce que le relogement des familles se fera désormais sur deux ans. Trois ans de gagnés donc... mais surtout la certitude de devoir rester encore plusieurs années dans le bidonville touché par le saturnisme.

Qui plus est, les familles craignent que ce ne soit là qu'une annonce permettant de gagner du temps et que tout projet de relogement disparaisse au fil du temps. Les pouvoirs publics refusent de prendre en compte la gravité absolue de la situation, ils n'envisagent toujours pas d'opération d'évacuation en urgence du Village andalou.

Décues par les annonces municipales, les familles gitanes et leurs soutiens annoncent **une manifestation à Bordeaux pour le 9 décembre 2000**.

La réaction de la municipalité ne se fait pas attendre. Un membre du Comité de soutien raconte :

« Ayant appris le projet de manifestation, le maire de Bordeaux, Alain Juppé, a aussitôt dépêché, le vendredi 24 novembre 2000, quelques adjoints pour tenter de désamorcer la mobilisation en annonçant des réparations (chaudières, vitres, électricité) qui étaient pourtant réclamées vainement depuis bien longtemps par les familles.

Mais, à cause du saturnisme, celles-ci demandaient désormais à partir, pas un rafistolage de leur bidonville. Concernant les dossiers de relogement, au lieu de les amener avec eux au Village, les élus municipaux demandèrent aux familles d'aller les chercher chez les bailleurs, et ajoutèrent : " Si vous voyez un logement qui vous plaît dans une rue, notez le numéro ".

*Étonnante politique de relogement pour familles atteintes par le saturnisme... Les élus ont aussi annoncé... **une sortie à la mer !** Qui plus est, elle ne devait concerner que les mères avec des enfants en bas âge. Sans les pères ! Mais aucune famille n'a souhaité participer : une sortie à la mer ne soigne ni du saturnisme, ni de l'exclusion. »*

Les Gitans n'ont effectivement pas été déstabilisés et maintiennent leurs revendications : *« Nous voulons vivre normalement comme des pauvres, explique un des pères de famille du village, pas comme des riches, juste comme des pauvres, mais sans saturnisme. Et nous ne voulons plus rester dans ce ghetto. Nous manifesterons le 9 décembre ! »*

b) Les Gitans sont-ils « manipulés » ?

Étant en contact permanent avec les parents gitans, je me suis senti très concerné par cette affaire et j'ai pensé pouvoir être utile aux familles. J'ai ainsi organisé une soirée d'information au cinéma Utopia de Bordeaux, au cours de laquelle de nombreux Gitans du Village andalou ont pu exprimer leurs craintes et leurs espoirs.

A la fin du débat, plusieurs personnes sont restées discuter et nous avons organisé un "Comité de soutien" dont le premier objectif, outre bien entendu le soutien aux revendications des familles du Village andalou, était de montrer que la solidarité peut unir des gens d'origines différentes afin d'exiger l'application de droits fondamentaux comme le droit au logement.

Nous avons longuement discuté avec les Gitans sur les façons de se faire entendre, comme par exemple le fait de manifester. Le Comité de soutien n'a fait qu'aider les Gitans. Ces derniers ont eux-mêmes décidé de leurs actions. Pour la mairie de Bordeaux, pourtant, pas de doute : les Gitans ont été « manipulés » par des agitateurs.

Le Comité de soutien commente :

« Cette appréciation, totalement erronée, est aussi raciste : les Gitans seraient des gens si naïfs, voire stupides, qu'il serait aisément possible de les manipuler ».

Une chose est de comprendre pourquoi une action collective a pu effectivement exister, quels ont été les éléments qui ont fait que cette action a eu lieu.

Il arrive en effet parfois, même lorsque la situation justifie pleinement une action collective, que celle-ci ne se produise pas, pour des raisons variées :

- l'objectif semble trop dur à atteindre,
- les personnes concernées sont divisées sur la démarche à suivre,
- il n'y a pas de leader,
- etc.

Il peut arriver au contraire qu'une action se produise car beaucoup de critères sont réunis... alors que le bien fondé ou la nécessité de l'action n'apparaissent pas évidents. Nous y reviendrons par la suite.

Au Village andalou, les conditions de l'action étaient réunies, son fondement et sa nécessité étaient avérés pour les Gitans : c'est bien parce que la santé de leurs enfants était en danger qu'ils ont manifesté. D'ailleurs, la thèse municipale de la manipulation a été suggérée discrètement ici ou là, mais jamais ouvertement, tant elle était indéfendable.

Ce sont plutôt les Gitans eux-mêmes qui ont été accusés d'être les auteurs de trouble, comme l'a montrée la déclaration d'une représentante de la mairie de Bordeaux, diffusée dans toute la France aux informations de France 3 le 9 décembre 2000, jour de la première manifestation :

« Les Gitans du Village andalou veulent être relogés, mais pour vivre en ville, il faut savoir respecter ses voisins, entretenir sa maison, se débarrasser de ses chiens et de son coq »⁸.

⁸ France 3, journal télévisé "19-20", édition nationale, 9 décembre 2000.

c) Les Gitans manifestent

Il n'est pas toujours facile d'être joyeux lorsqu'on est confronté à de graves problèmes. Ainsi, certaines manifestations associatives ou syndicales, bien que légitimes, sont parfois un peu tristes.

Le moins qu'on puisse dire est que ce ne fut pas le cas de la manifestation du Village andalou le 9 décembre 2000, pas plus d'ailleurs que des deux qui ont suivi en mars et avril 2001. Chants, musique, dynamisme général des manifestants leur donnèrent un aspect bien particulier.

Le fait que des Tsiganes manifestent fut déjà en soi perçu comme un événement. Ainsi, Sud-Ouest titrait le 11 décembre 2000 : « *Une première en chantant* ». Mais, s'il s'agissait effectivement d'un événement rarissime, il est possible de trouver trace de quelques précédents.

E) Actions collectives de Tsiganes

La revue "*Études tsiganes*" a publié en 1986 un article de Jean-Marie Liger, directeur du *Service de Prévention Socio-Éducative de l'Association Départementale du Vaucluse pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence*. Intitulé "*Le mouvement social chez les Tsiganes*".

Cet article fait en particulier référence à une action collective tsigane qui a eu lieu à Paris le 30 mars 1981 : « *L'affaire de Rosny-sous-Bois cristallise le mécontentement des Tsiganes. Soutenus par la LICRA (Ligue Contre le Racisme et l'Antisémitisme) et d'autres organisations, ils organisent une manifestation à Paris : un défilé de Nation à Bastille (400 caravanes)* »⁹.

⁹ Jean-Marie Liger, *Le mouvement social chez les Tsiganes*, in *Études Tsiganes*, p. 21, n°4, 1986. 18 août 2000.

M. Liger précise :

« A défaut de possibilités banales de stationner dans les villes et villages, les Tsiganes et leurs amis ont revendiqué des terrains particuliers. Leur expression s'inscrivait dans deux registres, à savoir un discours idéalisant, utopiste, et un discours à la fois pragmatique et fataliste. On peut schématiser ainsi ce "double discours" : "Dans l'idéal, nous devrions pouvoir stationner partout où c'est possible...mais en réalité, nous sommes mal admis, chassés, objets de tracasseries, nous cherchons donc des "refuges". »

Dans ce cas, le problème était celui du stationnement pour les voyageurs. Cette question est hélas toujours d'actualité de nos jours, et provoque de manifestations ou revendications.

Mais ces dernières peuvent être menées pour des problèmes autres que l'accueil des voyageurs. On peut donc distinguer plusieurs catégories d'actions collectives ou revendicatives menées par des Tsiganes.

a) Actions pour les conditions de stationnement

Les quotidiens régionaux font très souvent état de difficulté pour les "Gens du voyage", qui s'installent où ils peuvent et sont rejetés, expulsés. Ils expriment alors leurs revendications, mais il ne s'agit pas véritablement d'actions collectives.

Exemple dans le quotidien Sud-Ouest du 29 mai 2000, à propos de la question récurrente du stationnement de Tsiganes sur le campus universitaire de Talence :

« Les municipalités nous rejettent. Alors, on s'installe et on discute après, pour essayer d'arranger les choses. Mais la loi prévoit pourtant des aires d'accueil.

Ce sont donc les municipalités qui sont hors la loi ! (...) Après notre départ, prévu lundi matin, le terrain sera aussi propre qu'à notre arrivée. Notre choix d'une vie itinérante dérange. C'est notre culture de vivre à l'air libre ».

Notons qu'il ne s'agit là que d'un exemple parmi d'innombrables articles quasiment identiques traitant de communautés voyageuses installées sur des terrains, confrontées aux autorités et aux riverains demandant leur départ.

On y retrouve bien le double discours mêlant la revendication de pouvoir stationner et le regret d'être éternellement rejetés.

Mais, généralement, cela ne débouche pas sur une action collective comme une manifestation, car cela ne s'avère en fait pas nécessaire : les procédures d'expulsion étant suffisamment longues pour permettre aux Tsiganes de rester un certain temps puis de partir, comme en témoignent des personnes dont les terrains ont été occupés :

« Ils se trouvent sur un terrain privé et nous devons lancer un référé pour obtenir leur expulsion. Mais nous connaissons la procédure. Elle consiste à dépenser de l'argent pour rien.

Les Gitans étaient déjà sur place il y a 15 jours. Ils sont partis puis revenus. On ne sait plus quoi faire. C'est au Préfet d'agir » explique le responsable d'un terrain de sport¹⁰.

Même son de cloche avec le responsable de la gestion du domaine universitaire de Talence :

¹⁰ Sud-Ouest, 11 juillet 2000 : "Gradignan : encore des caravanes".

« Une expulsion, c'est long, et ça coûte entre 10 000 et 12 000 francs. En plus, expulser près de 300 caravanes, ce n'est pas rien. Même le préfet reconnaît qu'il ne sait pas faire »¹¹.

Comme nous l'avons dit, les articles de journaux du même genre sont innombrables. Parfois, pourtant, les rapports sont bien plus constructifs :

« "On peut toujours entamer une procédure coûteuse pour les forcer à s'en aller, mais on ne pourra pas les empêcher de revenir. Nous préférons parler avec eux pour faire en sorte que la cohabitation se passe au mieux." . Alors, la municipalité est allée à leur rencontre, pour tenter d'établir des règles de vie commune. A en croire Pierre Favre [maire de Saint-Jean d'Illac], tout est question de respect mutuel : "On peut très bien parler avec ces gens. Il faut se garder des réactions habituelles de rejet et de racisme." »¹² (voir en annexe 3 cet article qui montre que les relations peuvent être bonnes entre Gens du voyage et riverains).

Quoi qu'il en soit, les Tsiganes voyageurs ne manifestent pour ainsi dire jamais là où ils sont de passage.

b) Actions pour le droit d'asile

Ces dernières années, en particulier à la suite des bouleversements politiques dans les pays de l'Europe de l'Est et les Balkans, des groupes Tsiganes ont été amenés à revendiquer le droit d'asile.

Un des exemples récents les plus marquants a, sans conteste, été l'épopée des « Roms de Zamoly » : une quarantaine de Roms hongrois, persécutés depuis trois ans (maisons brûlées, rasées au bulldozer...), sont arrivés en

¹¹ Sud-Ouest, 27 mai 2000 : "Gens du voyage : menace d'expulsion".

¹² Sud-Ouest, jeudi 14 juin 2001 : Saint-Jean-d'Illac "La cohabitation possible".

France et y ont demandé l'asile politique en juillet 2000. Ils ont aussi déposé une plainte contre la Hongrie auprès de la Cour Européenne des droits de l'Homme de Strasbourg pour persécution raciale.

Or, ce pays étant un des plus sérieux candidats pour entrer dans l'Union Européenne, l'affaire a pris une ampleur surprenante. Il s'est développé en Hongrie une intense campagne de haine et de calomnies contre eux : articles de presse les désignant comme "traîtres au pays", déclarations incendiaires d'hommes politiques, émissions de télévision, sans parler des calomnies racistes dont il est arrivé que des ministres se fassent l'écho.

En dépit du nombre et de la qualité des soutiens qu'ils ont reçus en France, malgré une importante couverture médiatique (*France Inter, Dernières nouvelles d'Alsace, France 3 Alsace, Le Monde, Libération, France 2, Témoignage chrétien, Charlie Hebdo, France Info, etc.*) et surtout au mépris de la réalité des persécutions dont ils ont été l'objet - attestées par les centaines de pièces du dossier remis à l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) - aucune décision n'avait encore été prise en mars 2001, soit sept mois après leur arrivée.

Pourtant, le gouvernement hongrois reconnaissait ne pas être en mesure de garantir leur sécurité en cas de retour. Jozsef Krasznai, leur porte-parole, et Jenô Zsigo, président du Parlement Rom de Hongrie, ont alors tenu une conférence de presse le 2 mars 2001 à l'Assemblée Nationale française, invités par des parlementaires.

Quelques jours plus tard, une première famille obtenait le droit de rester en France, bientôt suivie par les autres familles. Cette action, appuyée par des recours devant les tribunaux, a montré que les Tsiganes pouvaient lutter pour leurs droits, et parfois même... les faire respecter.

c) Actions de Tsiganes sédentaires

On peut trouver trace d'actions d'ampleur modeste, menées par exemple par une seule famille, comme en 2000 à Marennes dans la région lyonnaise : une famille est menacée d'expulsion du terrain qui lui appartient. Elle a manifesté devant la mairie (voir article en annexe 1)¹³.

Une action beaucoup plus importante a eu lieu entre 1995 et 1998 à Székesfehérvár (Hongrie). Cette "affaire" ressemble un peu à celle du Village andalou : des Tsiganes sédentaires vivent dans des conditions d'une telle précarité que la municipalité doit agir.

Mais l'option retenue, contre l'avis des intéressés, est celle d'un "ghetto social". Aussi les Tsiganes se regroupent dans un "comité anti-ghetto". La controverse s'enflamme en 1997 quand le maire, M. Istvan Nagy, propose d'installer les Tsiganes dans des conteneurs militaires. L'affaire connaît un retentissement national.

Les manifestations se multiplient. De nombreuses personnalités prennent position en faveur du comité anti-ghetto qui obtiendra satisfaction en fin de compte, près de trois ans après le début de l'"affaire"¹⁴ (Voir en annexe 2).

A la lumière de ces exemples, on peut estimer que généralement les Tsiganes restent prudents et ne se risquent pas facilement dans des actions collectives.

Par contre, lorsque leur situation est vraiment grave, mettant en jeu leur avenir proche ou immédiat, ils sont susceptibles de s'engager dans des actions importantes au cours desquelles ils peuvent faire preuve de beaucoup de courage et n'hésitent pas à prendre des risques.

13 "*Près de Lyon, une famille gitane menacée d'expulsion du terrain qui lui appartient*", in Libération, 18 août 2000.

14 "*Pas de ghetto à Székesfehérvár*", in Le Monde Diplomatique, novembre 1999, p. 8.

PARTIE 2 : LE VILLAGE ANDALOU DANS L'ACTION COLLECTIVE

A) Les Gitans du Village andalou dans la rue

a) Quelques caractéristiques de la lutte du Village andalou

La lutte des Gitans du Village andalou ne relève pas de revendications concernant le droit d'asile ou les droits des "Gens du voyage" : la plupart sont de nationalité française, les autres de nationalité espagnole, mais tous sont présents en France de façon tout à fait régulière.

Par ailleurs, il s'agit de Gitans sédentaires à Bordeaux depuis longtemps, plus précisément depuis 1962 pour la majorité des familles. Ce sont donc des Tsiganes mais pas des "Gens du voyage", d'où la spécificité toute particulière de leur lutte.

L'action des Gitans du Village andalou peut par certains aspects être perçue comme l'action de locataires "ordinaires" confrontés à un grave problème de logement. Cependant, dans les faits, l'origine ethnique ne peut absolument pas être oubliée : le Village andalou était bien un ghetto, habité exclusivement par des Gitans.

Par ailleurs, les actes et déclarations des autorités et de certaines autres personnes – des pétitions et manifestations ont été organisées contre le relogement des Gitans [voir partie 3, B] - ont clairement renvoyé les habitants du Village andalou à leur condition de Tsiganes.

Par exemple, nous y reviendrons plus loin, une quinzaine de familles du Village andalou ont été relogées provisoirement durant l'été 2001 par la mairie de Bordeaux... dans des caravanes !

Impensable pour des sédentaires non-Tsiganes, cette solution a pourtant été retenue par le maire de Bordeaux, refusant de fait aux Gitans du Village andalou la condition de citoyens ordinaires.

b) Trois manifestations dans la dynamique et la solidarité

La première manifestation du Village andalou, le 9 décembre 2000, a surpris :

« La manifestation des Gitans du Village andalou dans les rues de la ville, samedi après-midi, aura surpris le public de la rue. Essentiellement de par sa tournure musicale et chantée qui devait lui conférer une certaine charge émotionnelle.

*En effet, de la place de la Victoire à l'hôtel de ville en passant par le cours Pasteur, tout au lieu de la " liturgie " habituelle des grands défilés protestataires, faite de banderoles multiples et de slogans bien scandés, un seul calicot ouvrait la marche, et celle ci se déroula aux accents de guitare, accordéon, mandoline, violon et violoncelle. Sur cette banderole, on pouvait lire : " **Un logement pour tous les gitans, un jardin, pas une décharge, halte au plomb.** " ¹⁵ »*

Le quotidien régional remarquait un élément fondamental de la mobilisation :

*« Précision : les manifestants n'étaient pas que des Gitans. **Il y avait aussi de nombreux bordelais extérieurs à la vie du Village andalou.** Parfaitement au diapason de leur marche musicale et donc convaincus de la cause de leur défilé en ville ».*

¹⁵Sud-Ouest, lundi 11 décembre 2000 : "Une première en chantant."

Le constat de cette solidarité entre non-Gitans et Gitans s'est renouvelé lors des manifestations suivantes, comme par exemple en mars 2001 :

« Ce n'est pas de gaieté de cœur qu'elles s'y retrouvent régulièrement mais enfin, la place de la Victoire est devenue un lieu de rendez-vous régulier pour les familles du Village andalou de Bacalan et les forces vives qui soutiennent leur cause dans la cité. Cette cause n'est plus ignorée de qui que ce soit à Bordeaux. (...) »

Samedi après-midi, comme d'habitude, la manifestation a été conduite à la manière des Gitans : en musique, comme pour signifier qu'il n'y a pas besoin de haranguer intempestivement pour faire passer un message d'espoir.

Du reste, la journée devait se terminer au Village andalou par une fête dite de la solidarité et de la rencontre interculturelle avec notamment, au menu, tapas, apéritif et flamenco. »¹⁶

Nouvelle action en avril 2001 :

« Vendredi, les Gitans de Bacalan et le comité de soutien se rassembleront devant la mairie. Ils veulent demander à Alain Juppé d'accélérer le relogement. »¹⁷

Cette solidarité entre Gitans et non-Gitans, élément important de ces actions, sera par contre mystérieusement gommée dans un documentaire télévisé pourtant globalement de bonne facture [voir partie 5, E) b), 4].

16 Sud-Ouest, lundi 12 mars 2001 : "Pour un relogement citoyen."

17 Sud-Ouest, jeudi 19 avril 2001 : "Les gitans manifestent encore."

c) Avant la manifestation : interrogations

-) Des « payos » vont manifester avec nous ?

Dans la phase de préparation de la première manifestation du Village andalou, les membres du Comité de soutien avaient essayé de convaincre les Gitans que des « payos » (c'est à dire des non-Gitans) viendraient manifester avec eux, juste pour les aider, sans aucune contrepartie.

Ayant beaucoup de connaissances dans les milieux associatifs et militants bordelais, les membres du Comité savaient qu'un nombre non négligeable de personnes se sentiraient concernées par la situation des Gitans du Village andalou et seraient solidaires de leur revendication.

Quelques centaines de tracts diffusés lors de diverses réunions associatives, l'utilisation active du courrier électronique, ainsi qu'un communiqué diffusé en direction des médias avaient permis de diffuser les informations concernant cette manifestation.

Les Gitans restaient néanmoins extrêmement perplexes. Ils avaient beaucoup de mal à croire que des gens qu'ils ne connaissaient même pas allaient venir manifester avec eux !

Ils étaient déjà très touchés que plusieurs personnes se soient intéressées à leur situation, mais l'explication était évidente : **un médecin** (rappelons que ce sont les médecins militants de Médecins du Monde qui ont révélé le saturnisme) ou **un instituteur** sont en quelque sorte des gens à part, investis d'une « mission » qui les pousse à venir en aide aux gens démunis ou en danger.

Certains Gitans n'ont d'ailleurs pas hésité à décréter que j'étais **envoyé par Dieu** pour les aider, ce qui est assez paradoxal pour un instituteur travaillant dans le secteur public et... totalement athée !

-) Allons- nous aller en prison pour avoir manifesté ?

Les habitants du Village andalou se sont posé d'autres questions : n'était-ce pas risqué de manifester à Bordeaux, de mettre en cause l'immobilisme du maire, député, ancien Premier ministre, proche du Président de la République ?

Certains craignaient même que les manifestants ne soient directement jetés en prison ! C'est dire si les Gitans ne pensent pas avoir les mêmes droits que les autres...

Le risque d'emprisonnement a été très vite écarté : certains Gitans avaient d'ailleurs participé à une action à Toulouse avec les habitants du ghetto gitan de Ginestous et personne n'avait été jeté en prison.

Plus sérieusement, chacun s'interrogeait sur les mesures de rétorsion que le maire de Bordeaux pouvait mettre en œuvre. Ces interrogations allaient surgir avec encore plus d'acuité lorsqu'il serait question de porter plainte pour empoisonnement contre le maire et le Préfet. « Ceux qui vont manifester seront-ils relogés ? Ou bien seront-ils moins bien relogés que les autres ? Ou en dernier ? »

Les membres du comité de soutien eux-mêmes n'ont d'ailleurs pas écarté ces risques. Il s'agissait de soutenir l'action des Gitans, de leur donner le maximum d'informations, mais surtout pas de les pousser et encore moins de décider à leur place, contrairement à ce qu'ont laissé entendre les autorités bordelaises.

Un membre du Comité de soutien commente :

« C'est une précaution élémentaire dans l'action militante de ne pas décider à la place des gens directement concernés : pour des raisons éthiques bien entendu, mais aussi pour ne pas risquer d'être mis en cause si les choses ne se passent pas au mieux. Imaginez que vous poussiez des gens à agir et qu'ils soient blessés ou désavantagés à cause de cette action... Ils pourraient se retourner à juste titre contre vous. Par ailleurs, vous seriez confrontés à un sentiment de culpabilité difficile à vivre ».

C'est ainsi que, malgré les interrogations légitimes, et même si certains étaient plus craintifs que d'autres, ce sont les Gitans et eux seuls qui ont décidé que la manifestation aurait lieu, avec un argument imparable :

« Que peut-il nous arriver de pire que de rester dans ce bidonville, avec nos enfants touchés par le saturnisme ? »

d) ...après la manifestation : apprendre à se connaître

La manifestation du 9 décembre 2000, comme celles qui ont suivi, a rassemblé à peu près autant de « payos » que de Gitans. Ces derniers ne croyaient pas réellement, avant de la constater, à cette participation solidaire.

Celle-ci avérée, les Gitans ont été surpris et même véritablement émus. A la fin des prises de parole ponctuant la manifestation, ils ont spontanément invité les manifestants à se rendre au Village andalou pour boire un verre.

Cette invitation improvisée fut une véritable surprise pour tous et il fallut, Gitans et non-Gitans toujours ensemble, aller faire des achats en urgence.

Alors qu'il n'était question que de partager un petit moment de convivialité, la fête dura en fait jusqu'au petit matin, permettant à des gens d'origines bien différentes, Gitans et non-Gitans, d'apprendre à se connaître et de remettre ainsi en cause le petit apartheid bordelais que constituait, au-delà du saturnisme, l'existence même du Village andalou.

Des fêtes du même genre ont eu lieu après les deux autres manifestations (en mars et avril 2001). Au cours de ces soirées, des amitiés sont nées. En particulier, des étudiantes bordelaises ont tissé des liens avec des femmes gitanes.

Sans faire d'ethnocentrisme, force est de constater que la place de la femme chez les Gitans n'est pas toujours facile : mariage précoce, beaucoup d'enfants dès les premières années de vie de couple, omniprésence des tâches ménagères et familiales...

Les Gitanes ont bien entendu conscience que les « payas » mènent généralement une vie différente, bien plus libre. Les membres du Comité de soutien apprécient cette conséquence inattendue de la mobilisation :

« C'est vraiment très réconfortant de se dire que, au-delà de la question du saturnisme, les actions solidaires concernant le Village andalou ont permis la naissance de ces amitiés qui n'auraient certainement jamais existé autrement, et qui durent encore des années plus tard.

Beaucoup de gens ont découvert les Gitans... et inversement. C'est une banalité, mais il est pourtant bien vrai que c'est la méconnaissance réciproque des uns et des autres qui est la principale cause de la méfiance ou de la peur. »

e) Des méfiances bien compréhensibles disparaissant peu à peu

Pour être tout à fait objectif, il faut bien reconnaître que tous les Gitans n'étaient pas forcément enchantés de voir autant de « payos » venir dans leur village.

Des regards trahissaient une certaine méfiance, voire une défiance, totalement explicable par l'exclusion permanente dont sont victimes les Tsiganes en général, et les Gitans du Village andalou en l'occurrence.

Il est d'ailleurs évident que certains Gitans trouvaient consciemment ou non des aspects rassurants dans la vie communautaire et ne voyaient pas d'un bon œil la revendication du relogement.

Celle-ci a d'ailleurs été dictée par le terrible danger du saturnisme, et non par une envie spontanée de quitter la vie clanique.

Mais le plomb a néanmoins créé un déclic puisque la quasi-totalité des Gitans se sont alors déclarés désireux de quitter le Village à cause de la précarité et de l'exclusion autant qu'à cause du saturnisme.

De même, s'il n'y avait eu le plomb, les militants du Comité de soutien auraient eu trop de doutes pour contribuer à la mobilisation (qui n'aurait alors vraisemblablement pas eu lieu !) : de quel droit agir pour... briser la communauté gitane ?

Lorsque le processus de relogement s'est révélé bien décevant, certains Gitans ont même émis l'hypothèse que « l'affaire du plomb » aurait été inventée par les pouvoirs publics pour mettre un terme à l'existence du Village andalou.

Mais des prises de sang ont été faites par des structures totalement distinctes : Médecins du Monde, DDASS, laboratoires privés.

Par ailleurs, l'état sanitaire global du Village andalou était de toute façon catastrophique et de nombreux indices confortent la réalité du saturnisme : adolescents atteints de rhumatismes, nombreux enfants mort-nés ou peu de temps après la naissance avec de graves malformations cérébrales, très peu de personnes âgées...

Les méfiances se sont vite estompées : des Gitans, qui n'avaient d'ailleurs pas participé à la manifestation, ne sont pas venus tout de suite à la fête, qui se tenait pourtant dans leur ghetto.

Au fil de la soirée, attirés par l'ambiance, ils sont venus, d'abord méfiants, puis surpris de voir discuter et trinquer des Gitans et des « payos » qui pour la plupart ne se connaissaient que depuis quelques heures !

Bien plus tard, alors que beaucoup de visiteurs étaient partis, les guitares sont apparues et les « payos » encore présents ont pu apprécier un flamenco authentique, non pas de la musique « pour touristes » mais bien l'expression d'une émotion sincère.

B) Les raisons d'une action collective réussie

a) Quelques données théoriques sur l'action collective

L'existence d'une action collective, avant même de s'interroger sur sa réussite, n'est jamais assurée et mérite qu'on y réfléchisse, comme l'ont précisé Crozier et Friedberg :

« Si l'action collective constitue un problème si décisif pour nos sociétés, c'est d'abord et avant tout parce que ce n'est pas un phénomène naturel. C'est un construit social dont l'existence pose problème et dont il reste à expliquer les conditions d'émergence et de maintien. »¹⁸

Le thème dit de la « mobilisation des ressources » a été étudié par divers auteurs. Ainsi, Charles Tilly donne quelques pistes pour essayer de déterminer ces conditions d'émergence de l'action collective :

« La contestation s'explique par la conjugaison d'intérêts, d'une occasion, d'une organisation et d'une action. Elle est donc construite socialement et historiquement. Les formes d'organisation, les pratiques de l'action collective s'enracinent dans les pratiques et l'organisation de la vie quotidienne »¹⁹.

Charles Tilly, considéré comme le principal représentant de la théorie du conflit politique, estime que toute action collective correspond à une lutte pour le pouvoir.

Il a aussi étudié les ressorts internes du groupe en action : identité, structure interne, rapport entre intérêts partagés et action collective, rapports établis avec les autorités, avec d'autres groupes.

Ces données, évolutives au fil de l'action collective, pèsent sur les chances de réussite de l'action collective.

Toujours sur le thème de la mobilisation des ressources, Anthony Obershall²⁰ s'est intéressé à la structure des liens sociaux dans le groupe en action.

18 Crozier M. et Friedberg E., *L'acteur et le système*, 1977, Paris, Éd. du Seuil, p. 15.

19 Charles Tilly, *La France contestée de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986.

20 A. Obershall, *Social Conflict and Social Movements*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, 1973.

Par exemple, la question des bénéfices attendus par l'individu de sa participation à l'action collective, au-delà même de la satisfaction de la ou des revendications portées par le mouvement : statut social, prestige, satisfactions. On peut alors différencier les leaders et la base.

Par ailleurs, Obershall considère l'organisation comme une ressource nécessaire et une condition essentielle de l'action collective. Il prend aussi en considération les liens sociaux dans leur double dimension : verticale, c'est à dire le degré d'intégration à la société globale ; horizontale, à savoir les sentiments de solidarité propres à un groupe social.

L'émergence de mouvements sociaux est très probable si deux conditions sont réunies : l'existence de groupes solidaires et organisés, un défaut d'intégration à la société globale.

Dans *Logique de l'action collective* (1966), Mancur Olson applique le raisonnement coûts/avantages à l'action collective et met à jour une situation paradoxale où un acteur a intérêt à profiter des résultats d'une action collective sans y participer, d'autant plus que la participation à l'action collective a un coût en temps, en argent, parfois en considération.

Olson considère que le calcul rationnel ne conduit pas à défendre les intérêts du groupe, mais que l'individu peut être soumis à la pression du groupe, particulièrement dans les groupes de taille restreinte (l'anonymat favorisant la non-participation dans les grands groupes).

L'action collective ne pourrait prendre corps si celle-ci ne procurait pas non plus des biens sélectifs, c'est à dire des avantages particuliers aux seuls participants. L'organisation qui s'engage dans l'action collective parvient ainsi à limiter le risque de « ticket gratuit », de défection.

Il y aurait donc au niveau individuel une décision rationnelle dans le choix de prendre part à l'action collective, un calcul coûts/avantages. Les individus raisonnables et intéressés ne s'emploieront pas volontairement à défendre les intérêts du groupe.

Les théoriciens de la « mobilisation des ressources » ont critiqué la passivité de l'acteur *olsonien* alors que l'action collective relève d'un comportement actif. Nous allons voir que la théorie très libérale d'Olson n'est pas pertinente dans le cas de la mobilisation du Village andalou.

b) La mobilisation du Village andalou rapportée aux données théoriques

Charles Tilly estime que toute action collective correspond à une lutte pour le pouvoir : ce n'est pas avéré pour des luttes contemporaines comme par exemple les actions des « sans » - sans logis, sans papiers, etc. – actions contre la précarité en général.

Ce n'est pas le cas de la mobilisation du Village andalou : les Gitans voulaient juste de nouveaux logements, ils n'étaient aucunement rivaux des autorités en terme de pouvoir.

On peut toujours émettre l'idée que les motivations des membres du Comité de soutien n'étaient pas aussi désintéressées. En réalité, personne parmi eux n'était impliqué dans la lutte pour le pouvoir, n'était membre d'un parti politique.

La quasi-totalité des organisations associatives, politiques et syndicales susceptibles de s'engager dans cette lutte – en regard de leurs passés, de leurs statuts, de leurs mandats – ont été totalement absentes.

Certaines se sont même comportées de façon ambiguë comme le Parti socialiste et le Parti communiste [voir partie 3), B), b]. On peut penser qu'il n'est pas « porteur » de soutenir des Gitans, fussent-ils sédentaires.

Quelques rares organisations ont certes appelé à participer à ces manifestations dans leurs publications, mais il n'y a pas vraiment eu de dynamique, les manifestants étant présents de toute évidence par engagement personnel.

Par contre, de nombreuses personnes non-affiliées ont manifesté avec les Gitans, ainsi que des groupes de musiciens bordelais. On était donc très loin des manifestations conventionnelles qui regroupent des organisations engagées dans la lutte pour le pouvoir. On peut donc considérer que cette action collective ne correspondait pas aux analyses de Tilly concernant la lutte pour le pouvoir.

Le Comité de soutien commente :

« Il s'agissait tout simplement d'une action collective pour le relogement de familles touchées par le saturnisme et contre l'exclusion sociale et ethnique. Il n'y avait tout simplement pas d'arrière-pensées. »

Par contre, l'analyse d'Obershall – *« L'émergence de mouvements sociaux est très probable si deux conditions sont réunies : l'existence de groupes solidaires et organisés, un défaut d'intégration à la société globale. »* - correspond particulièrement bien à la mobilisation du Village andalou.

En effet, le « défaut d'intégration à la société globale » était manifeste et même poussé à un degré certainement rare dans la société occidentale, puisqu'il s'agissait d'une population victime d'une ségrégation ethnique et confinée dans un ghetto.

De même, il y avait « *existence de groupes solidaires et organisés* » : le groupe des Gitans, mobilisés dans le même objectif de sauver leurs enfants, et qui se sont organisés spontanément pour encadrer et animer les manifestations, comme s'il s'agissait pour eux d'une action ordinaire, ce qui n'était absolument pas le cas.

Et le groupe non-gitan, structuré autour de quelques personnes ayant de forts relais dans les milieux militants et musicaux bordelais, motivé par des considérations morales comme la solidarité, la dignité, l'antiracisme, etc.

La théorie d'Olson n'apparaît pas pertinente pour décrire la mobilisation du Village andalou. En particulier l'idée selon laquelle l'action collective ne pourrait prendre corps si elle ne procurait pas non plus des biens sélectifs, c'est-à-dire des avantages particuliers aux seuls participants.

Les manifestations demandaient le relogement de tous les habitants du Village andalou, et elles ne semblaient absolument pas pouvoir aboutir à un traitement différencié :

- soit l'urgence n'était pas reconnue et tout le monde restait au Village andalou
- soit l'urgence était reconnue et c'était alors l'évacuation du Village andalou pour tous.

C'est d'ailleurs exactement cette évacuation générale qui a été annoncée en mai 2001 par le Préfet [voir partie 3, A), b)]. Certes, cette victoire est restée théorique puisque le plan du Préfet n'a jamais vu le jour.

Les représentants de la mairie de Bordeaux ont alors tenté de faire payer aux uns et aux autres leur participation à l'action collective, poussant des familles à dire qu'elles avaient été entraînées par les meneurs, c'est-à-dire Jesus Garcia et le Comité de soutien.

On voit là une nouvelle conséquence de la « disparition » du plan du Préfet : outre le fait de devoir rester au Village andalou avec leurs enfants soumis au saturnisme, les familles ont été livrées à la mesquinerie de personnes qui les ont humiliées et contraintes à renier leurs actions courageuses et la confiance qu'ils avaient dans les leaders.

Certaines familles ayant été relogées moins bien que d'autres, on pourrait avancer qu'il y a eu attribution de « biens sélectifs », en l'occurrence des biens négatifs – hypothèse prévue par Olson - sous la forme de relogements plus tardifs et plus précaires. Mais ces différenciations n'ont eu lieu qu'après la défection du Préfet et ne pouvaient être prévues au cours de l'action collective.

De même, l'idée que « *Les individus raisonnables et intéressés ne s'emploieront pas volontairement à défendre les intérêts du groupe* », bien cynique, ne correspond pas à la mobilisation du Village andalou : les Gitans ont revendiqué collectivement des relogements pour tous. Ils ont donc « raisonnablement » et de façon « intéressée » - il s'agissait d'obtenir de meilleures conditions de vie – défendu l'intérêt du groupe.

Quant au manifestant non-gitan, on peut éventuellement considérer que son « intérêt » consistait à afficher ses convictions de solidarité antiracistes et par-là même conforter son identité personnelle. Or cela passait précisément par « la défense des intérêts du groupe. »

c) Les éléments de la réussite de la mobilisation du Village andalou

Cette mobilisation est incontestablement une action collective réussie, qui a fonctionné et atteint théoriquement son objectif lorsque le Préfet, représentant de l'État, a annoncé un plan d'évacuation du Village andalou. Voici les principaux facteurs qui ont contribué à ce succès.

1) L'immobilisme des autorités malgré les effets d'annonce

Les rapports « accablants » révélant publiquement la situation sanitaire intolérable au Village andalou datent d'avril 2000. La révélation du saturnisme par Médecins du Monde a eu lieu en juillet 2000. La soirée publique d'information, au cinéma Utopia de Bordeaux : septembre 2000.

La première manifestation solidaire Gitans/non-Gitans s'est déroulée le 9 décembre 2000. Pendant ces longues semaines ainsi que par la suite, de nombreux reportages télévisés et dans la presse écrite locale et nationale (Libération, Le Monde) ont mis en évidence la nécessité d'agir en toute urgence pour soustraire les Gitans au péril du saturnisme.

Malheureusement, il n'y a eu pendant cette période aucune action appropriée de la part du maire de Bordeaux, premier responsable puisque le bidonville Village andalou appartenait à la municipalité, qui percevait des loyers élevés pour chacune des trente-huit bicoques.

Pour sa part, le Préfet de la Gironde ne s'est pas substitué à la défaillance du maire de Bordeaux. Plus tard, en mai 2001, constatant que la situation n'évoluait pas, le Préfet allait annoncer l'intervention de l'État afin de soustraire au péril du saturnisme les familles gitanes du Village andalou.

Ce plan – un plan d'évacuation d'urgence avant d'être un plan de relogement, mais c'était bien dans cet ordre qu'il fallait agir – fut accepté par les familles et donc soutenu par le comité de soutien. Hélas, le Préfet n'allait pas mettre ce plan en œuvre [voir partie 3, A) et B)]. En mars 2001, ni le maire de Bordeaux ni le Préfet n'avait annoncé les mesures d'urgence qui s'imposaient.

Aussi, près d'un an après la publication des premiers rapports, et huit mois après la révélation du saturnisme, les Gitans ont-ils décidé de contacter un

avocat pour porter plainte contre ces deux autorités. Alors qu'ils étaient extrêmement inquiets pour leurs enfants, les Gitans ont eu à subir les désenchantements dus aux effets d'annonce de la mairie de Bordeaux.

Le Comité de soutien commente :

« Ces effets d'annonce ont été relayés dans les colonnes du quotidien régional par une journaliste qui aurait pu être plus méfiante par rapport à ces promesses jamais tenues, et apporter des rectificatifs au fur et à mesure. Au Village andalou, les familles ont cru à plusieurs reprises que leur situation allait enfin évoluer. Le début de cette affaire avait pourtant été remarquablement traité dans ce même quotidien régional par différents journalistes ».

Voici quelques exemples de ces annonces :

- ◆ *« Dès fin novembre, quatre familles dont les enfants sont particulièrement intoxiqués vont être relogées : deux dans des grands appartements (HLM) situés dans des communes de l'agglomération, et deux autres dans une maison de Bacalan, que vont quitter les anciens combattants marocains ».*²¹

En réalité, il n'y aura aucune famille relogée en novembre, et une seule en décembre.

- ◆ *« Une dizaine de familles relogées. D'ici à la fin mars, comme prévu, une dizaine de familles du Village andalou de Bacalan seront relogées. (...) A la fin de ce mois-ci, quatre d'entre elles vont être installées dans des maisons individuelles à Bordeaux, dont une de huit personnes à Bacalan dans une maison en cours de rénovation.*

21 Sud-Ouest, jeudi 26 octobre 2000 : "Le relogement va commencer".

Et un homme seul sera probablement hébergé dans un studio. En mars, ce sera le tour de quatre ou cinq autres familles, dans des maisons individuelles également. Elles appartiennent à la ville ou bien ont été rachetées par des organismes HLM spécialement dans le but d'y recevoir les habitants du Village andalou. »²².

En réalité, il y aura fin avril seulement trois familles relogées. Ce sera d'ailleurs reconnu par le maire de Bordeaux et rapporté le 21 avril mais toujours sans rectification des précédentes fausses annonces municipales : « *Concernant le relogement, le maire a précisé que trois familles ont été installées et que trois autres ont refusé les propositions faites* »²³.

A la lecture de ces articles, on peut constater à partir de cette période une nouvelle façon d'argumenter de la part de la municipalité : ces sont les Gitans eux-mêmes qui sont cause des problèmes. Ils vont alors être systématiquement accusés de faire preuve d'exigence ou de refuser sans raison les logements proposés :

- ♦ « *Encore faut-il dénicher des habitations disponibles et qui répondent aux désirs des habitants de Bacalan. Lesquels pour la plupart veulent absolument déménager mais pour aller dans des endroits qui leur plaisent. Il leur faut forcément plusieurs pièces et si possible un jardin.* »²⁴

Ou bien :

- ♦ « *En effet, si les habitants de ce village, minable et insalubre certes, expriment leur impatience, il faut également considérer que chacun impose ses exigences en fonction de son mode de vie, du nombre de ses enfants, etc.* »²⁵

22 Sud-Ouest, mercredi 7 février 2001 : « Une dizaine de familles relogées ».

23 Sud-Ouest, samedi 21 avril 2000 : « La mairie réduit les délais ».

24 Sud-Ouest, "La démolition a commencé", mardi 19 décembre 2000.

25 Sud-Ouest, "Une dizaine de familles relogées", mercredi 7 février 2001.

Les besoins, aussi modestes que légitimes, des familles gitanes sont donc dépeints comme des exigences. L'adjointe au maire de Bordeaux, chargée de superviser le relogement des familles gitanes, reconnaîtra pourtant, au moins une fois, les difficultés auxquelles les Gitans sont confrontés :

« Trois familles ont refusé le relogement, pour des raisons sincères. Ils sont inquiets de quitter le village, de s'éloigner de la communauté (...), déclare Véronique Fayet (adjointe au social). Ceux qui ont été relogés à Gradignan reviennent au village tous les jours. Par inquiétude, ils ne sont pas prêts à aller n'importe où »²⁶.

Ces inquiétudes étaient légitimes, prévisibles, et des mesures d'accompagnement auraient pu et du être mises en œuvre. Un membre du comité de soutien donne son appréciation de cette période :

« Les élections municipales des 11 et 18 mars 2001 approchaient. Il n'était sûrement pas très bon pour le maire de Bordeaux de passer, même auprès d'un électorat majoritairement conservateur, pour quelqu'un qui abandonnait à leur triste sort des gens touchés par le saturnisme, fussent-ils Gitans. D'où certainement cette campagne d'effets d'annonce avec ses conséquences néfastes sur le moral des familles gitanes ».

On peut partager ou non cette analyse, mais les faits sont eux incontestables et, au fil des semaines, les Gitans ont bien constaté qu'on se moquait d'eux. Cela les a poussé à manifester puis à porter plainte en justice.

Les Gitans et le Comité de soutien n'ont jamais prétendu qu'il était facile de trouver rapidement des solutions adaptées pour chaque famille.

²⁶ Sud-Ouest, "Les Tsiganes portent plainte", vendredi 9 mars 2001.

C'est bien pour cela que la seule mesure à prendre était l'évacuation immédiate du Village andalou, avec des solutions provisoires utilisées par exemple lors d'inondations.

Au lieu de cela, le processus de relogement allait se dérouler sur un an et demi, avec de terribles déconvenues pour les habitants du Village andalou. Ces effets d'annonce non concrétisés font partie des éléments catalyseurs de l'action collective.

2) Le passif du maire de Bordeaux

Les Gitans étaient confrontés à un terrible dilemme : d'une part, le processus de relogement était quasiment inexistant malgré les promesses de la mairie de Bordeaux ; d'autre part ils étaient dépendants de cette même municipalité pour être relogés.

En effet, toutes les démarches menées par des Gitans en direction des offices HLM se sont révélées infructueuses.

Si la mairie de Bordeaux ne prenait pas ses responsabilités en intervenant directement auprès de la Communauté Urbaine de Bordeaux (propriétaire de nombreux bâtiments et logements) et des sociétés HLM, il était clair que les Gitans n'avaient aucune chance de quitter le Village andalou.

Or le maire de Bordeaux est aussi président de la Communauté Urbaine de Bordeaux et... président de la puissante société HLM Aquitanis. Les solutions semblaient donc extrêmement faciles à mettre en œuvre.

Mais le discours officiel était que rien n'est jamais aussi simple et que le maire, malgré ses multiples mandats, n'avait en fin de compte pas beaucoup de pouvoir...

Pourtant, on trouve des informations assez révélatrices dans la presse régionale : « *La mairie de Bordeaux et la CUB se sont fait épingler pour avoir accordé indûment des logements de fonction* »²⁷.

Le Comité de soutien commente :

« Avec certainement beaucoup de mauvais esprit, on pourrait donc trouver que le maire de Bordeaux et président de la CUB est beaucoup plus efficace pour loger des amis ou collaborateurs dans des logements de fonction auxquels ils n'ont pas droit que pour reloger en urgence des gens – seulement des Gitans il est vrai – touchés par le saturnisme ».

Et d'ajouter :

« L'immobilisme du maire de Bordeaux concernant le cas des Gitans du Village andalou était encore plus insupportable au regard des antécédents du personnage : avant d'être maire de Bordeaux, Alain Juppé était adjoint au maire de Paris.

Dans son champ de compétences, on trouvait jusqu'en 1993 la responsabilité du "Domaine privé de la Ville de Paris"²⁸ au sein duquel il avait réservé des logements confortables pour lui et plusieurs membres de sa famille²⁹.

Pire : il avait réduit de mille francs par mois le loyer de son propre fils³⁰, estimant que l'état de l'appartement ne justifiait pas le montant initial du loyer.

27 Sud-Ouest, 2 mai 2001 – Supplément “ Eco ”.

28 Le Monde, 6 Octobre 1995 : “ Jusqu'en 1993, le champ de compétence de M. Juppé s'étendait au domaine privé de la Ville de Paris ”.

29 Le Monde, 6 Juillet 1995 : “ Plusieurs membres de la famille de M. Juppé bénéficient de logements de la Ville de Paris ”.

30 Le Monde, 29 Juin 1995 : “ Le fils du premier ministre bénéficie d'un appartement de la Ville de Paris. Alain Juppé avait obtenu une baisse du loyer de ce logement. ”

Celui-ci était pourtant déjà modeste puisque le confortable appartement était une Habitation à Loyer Modéré (HLM) - dont, faut-il le rappeler, l'attribution doit se faire en priorité aux personnes dont les revenus sont les plus modestes... »

Au Village andalou, l'état de délabrement de tous les logements justifiait certainement une baisse de mille francs mensuels qui n'est bien entendu jamais venue.

On peut même considérer que les loyers des bicoques de ce vrai bidonville auraient du être ramenés au franc symbolique. Mais, déjà, une réduction de mille francs par mois aurait apporté une amélioration non négligeable des conditions de vie de chacune des familles.

Par ailleurs, les médias avaient largement évoqué le prix dépensé sur fonds publics par M. Juppé pour la réfection de son propre appartement parisien :

« (...) des travaux, pour un montant de 1 million de francs, effectués dans cet appartement aux frais de la ville (...) »³¹

Chacun peut légitimement comprendre la frustration des familles gitanes qui attendaient désespérément la prise en charge de quelques modestes travaux.

Les Gitans étaient au courant de ces affaires de logement concernant le maire de Bordeaux. Le constat que ce dernier ne s'occupait pas de leur grave problème a certainement contribué à faire émerger et persister l'action collective des habitants du Village andalou.

³¹ Le Monde, 8 juillet 1995.

3) Les leaders

-) Le leader chez les Tsiganes en général

Jean-Pierre Liégeois a donné des informations précises sur le statut de « chef » dans son ouvrage *Mutation tsigane* :

« Le chef doit être un homme respecté, donc respectable, en toutes circonstances. Le rôle de chef ne peut jamais être mis entre parenthèses, il est toujours actualisé, et toujours remis en question. C'est un rôle à la fois acquis et prescrit, puisqu'il s'acquiert tout au cours de la vie, par les actes sociaux et individuels. (...)

Quels sont les moyens d'accès au rôle de chef ? C'est un statut qui peut-être attribué à tous les hommes : chacun d'entre eux possède le "statut latent" de chef. Que faut-il pour que ce statut devienne réalité : la richesse, la grosse famille, la réussite dans les affaires, l'astuce sont presque nécessaires mais pas suffisants. L'intelligence et le respect de l'autre sont indispensables.

Le "pouvoir" est limité à des décisions qui contribuent à la bonne marche du groupe. Aucun homme ne se permettrait d'en commander ou d'en contraindre un autre. S'il usait d'autorité, il ne serait dès lors plus digne d'être chef. »³²

On le voit, le mythe du chef, voire du roi gitan, assez persistant chez les payos ou gadjé, est sérieusement écorné.

Cela explique certainement les difficultés des Tsiganes à dégager des personnalités aptes à négocier avec des autorités de tous les niveaux, de la commune à l'Union européenne.

32 Liégeois Jean-Pierre, *Mutation tsigane*, P.U.F, Bruxelles, 1976, p. 94.

-) Jesus, leader des actions du Village andalou

Au Village andalou, une personnalité s'est dégagée naturellement comme leader : Jesus Garcia. C'est un des rares Gitans du Village à lire et écrire couramment, le seul à travailler avec un Contrat à durée indéterminée (CDI).

Un personnage haut en couleurs, sortant souvent du Village et connaissant beaucoup de non-Gitans, pouvant être très sociable, mais ne craignant pas les rapports de forces. Dès la découverte du saturnisme, c'est lui qui répond aux interviews écrites ou télévisées.

Tout concorde avec la description de Jean-Pierre Liégeois : Jesus est naturellement investi de cette mission, il a toutes les qualités requises et il n'a pas particulièrement cherché à avoir ce rôle.

Au contraire, et ce fut une de ses forces durant toute l'affaire du Village andalou, il ne réclamait rien pour lui : étant salarié, il avait fait un emprunt et avait commencé à faire construire sa propre maison. Toutes les actions qu'il faisait pour le relogement sont donc pour le bien des autres habitants du Village andalou.

Jesus témoigne : *« Dès que les journalistes sont arrivés au Village andalou, tout le monde les a envoyés vers moi. Les gens ont confiance en moi parce que je suis un des plus instruits et parce que je connais beaucoup de « payos », je sais comment parler avec eux. Je n'ai rien demandé, c'est venu comme ça à moi. C'était normal que je le fasse ».*

Très curieux de tout, il écoute avec attention lorsqu'il ne possède pas tous les éléments. Ainsi, concernant la possibilité de manifester ou de porter plainte, il a questionné et écouté des militants aguerris membres du comité de soutien.

Il a ensuite consulté les autres Gitans, écouté, mais aussi impulsé. Il est indéniable qu'il a joué un rôle très important pour que les Gitans surmontent leurs craintes de manifester ou de porter plainte.

Par contre, on peut noter qu'après la fin du Village andalou, en décembre 2001, une association a été créée par Jesus Garcia et le Comité de soutien pour essayer de maintenir un lien social entre les familles. Président de l'association, Jesus pensait qu'un bon nombre d'anciens habitants du Village andalou adhèreraient – la cotisation étant symbolique. Ce ne fut pas le cas et l'association fut mise en sommeil.

On peut penser que le rôle de Jesus s'était terminé avec la fermeture du Village andalou et que, même inconsciemment, la plupart des anciens habitants du Village andalou savaient que leur vie était dans leurs nouvelles habitations et ne sentaient pas la nécessité de participer à cette association.

Il faut d'ailleurs dire que Jesus n'a lui-même pas dépensé d'énergie pour essayer de faire prendre une « mayonnaise » qui de toute évidence ne montait pas. Il avait proposé cette possibilité de s'associer, au cas où cela aurait correspondu à un besoin, mais ne cherchait aucunement à la faire vivre à tout prix.

-) L'ancien instituteur des enfants du Village andalou

De 1991 à 2000, j'ai eu beaucoup d'enfants du Village andalou dans mes classes de l'école élémentaire Labarde.

Théoriquement, il s'agissait d'une école ordinaire, mais dans les faits elle était considérée comme "l'école des Gitans" car ceux-ci représentaient suivant les années entre 55 et 65% de l'effectif.

J'avais eu au cours de ces années des rapports polis d'enseignant à parents d'élèves avec les adultes gitans, sans avoir de relations particulières. Mais lorsque je suis venu aux nouvelles en juillet 2000, dès la révélation du saturnisme, j'ai été immédiatement considéré comme quelqu'un de confiance, connu de la plupart des enfants, et de toute évidence sensibilisé au danger qui les menaçait.

Cette confiance ne s'est jamais démentie, même dans les moments les plus difficiles lorsque certaines familles furent contraintes à vivre en caravanes, que d'autres attendaient un relogement.

Même à ces moments, ma bonne foi n'a jamais été mise en doute, malgré les dénigrement répétés de représentants de la mairie de Bordeaux.

Diffusant les informations concernant le Village andalou dans les milieux associatifs, militants et au-delà par courriers électroniques, tracts, interviews, j'ai effectivement contribué à la mobilisation.

L'évidente solidarité sans faille et la complète identité de vue dans toutes les situations entre le leader gitan Jesus Garcia et moi-même, sociologiquement « leader non-gitan », a très certainement été un élément fondamental pour la réussite de la mobilisation au fil des mois.

C) Tensions à Bordeaux sur la question du Village andalou

a) Première importante augmentation du saturnisme

Le saturnisme a été décelé en juillet 2000 par l'ONG **Médecins du Monde**. Les tests avaient été pratiqués sur vingt-neuf enfants de 6 mois à 6 ans. Douze d'entre eux présentaient une imprégnation au plomb (de 50 à 100 microgrammes de plomb par litre de sang).

Six autres avaient une intoxication (plus de 100 microgrammes par litre), c'est-à-dire qu'ils étaient considérés comme touchés par le saturnisme.

Alertés, les services de la DDASS avaient pratiqué des tests complémentaires qui avaient confirmé le saturnisme. Mais, à la surprise générale, la DDASS n'avait mis en œuvre absolument aucun suivi de la maladie. Pourtant, Médecins du Monde avait demandé que ce suivi soit mis en œuvre :

« Le Dr Bertrand Favarel-Garrigues, auteur de la première enquête de plombémie, (...) a demandé par courrier le soutien du ministère de la santé, du centre anti-poisons de Bordeaux, de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS). Pas de réponse. »³³

Aussi, au bout de plusieurs mois, après avoir vainement sollicité la DDASS, les docteurs de Médecins du Monde s'étaient-ils résolus à refaire eux-mêmes des prélèvements sanguins.

Les résultats, connus en février 2002, ont montré une véritable aggravation de la situation : sur soixante-deux prélèvements réalisés sur des enfants de six mois à quinze ans, Médecins du monde recensait trente-trois imprégnations et treize intoxications, avec un taux maximal de 182 microgrammes par litre.

Certains enfants déjà testés en juillet voyaient leurs taux baisser légèrement : il s'agissait surtout d'enfants ayant quitté le Village andalou durant un certain temps, par exemple avec leurs familles pour un voyage en Espagne pendant les vacances scolaires. Globalement les taux étaient en nette hausse, le nombre avéré de cas de saturnisme passant de 6 à 13.

³³ Le Monde, "Des gitans logés dans un camp insalubre portent plainte contre le maire de Bordeaux", 10 mars 2001.

Mais, au lieu de considérer la gravité de la situation, les autorités minimisent les risques : « *La municipalité estime que les taux de plombémie décelés chez les enfants “ne requièrent pas de mesure d'urgence”* »³⁴. Un article de Sud-Ouest reprend cette thèse :

*« Récemment, les enfants contaminés ont été soumis à des tests (quand les parents ont accepté). Il a été constaté que le taux de plomb avait diminué chez les jeunes des familles qui ont bien respecté les consignes d'hygiène. Chez les autres, le taux est resté constant et, dans certains cas, il a même légèrement augmenté. »*³⁵

L'enfant le plus touché avait vu son taux passer de 100 à 182 µg/l soit une « légère augmentation » de... 82 %. On retrouve la thématique de la responsabilité première... des victimes. En clair, si les Gitans respectaient les consignes diligentées par la mairie de Bordeaux, tous les taux seraient en baisse. Or, ce sont seulement les enfants qui ont quitté un certain temps le Village andalou qui ont vu leur taux de plomb baisser.

Le Comité de soutien a alors émis une hypothèse confortant, si c'était encore nécessaire, la nécessité d'une évacuation urgente du Village andalou :

« On peut penser qu'après un automne et un hiver très pluvieux, au fur et à mesure que s'assèche le sol pollué par le plomb, les habitants du Village andalou respirent de plus en plus de poussières contenant du plomb. A ce compte, on risque fort de voir les taux s'aggraver encore dans les semaines à venir ».

Cette perspective, balayée par les autorités, s'est hélas concrétisée quelques semaines plus tard avec des taux de plomb compris entre 300 et 400 µg/l [voir partie 3, A), b)].

34 Libération, "Plomb et ras-le-bol chez les gitans du “village andalou”", lundi 12 mars 2001.

35 Sud-Ouest, "Une dizaine de familles relogées", mercredi 7 février 2001.

b) Beaucoup d'inquiétudes à l'idée de faire appel à la justice

Les Gitans s'étaient déjà posé beaucoup de questions, avaient montré beaucoup d'inquiétudes, avant d'utiliser le droit de manifester, droit qui nous semble pourtant banal.

Ils craignaient les rétorsions de la part du maire de Bordeaux. Aussi, lorsque l'idée fut avancée de contacter un avocat pour essayer de faire avancer la situation, l'inquiétude devint très importante. Comme pour la manifestation, certains craignaient d'être immédiatement jetés en prison.

Présent lors des discussions sur ce sujet, j'ai bien évidemment expliqué qu'il n'y avait pas de risque de se retrouver en prison pour avoir porté plainte, mais je n'ai pas éludé les risques réels qu'il y avait à s'opposer ainsi au maire de Bordeaux. Celui-ci avait déjà montré au moment de ses problèmes à Paris que, même en situation délicate, il n'hésitait pas à contre-attaquer³⁶.

Alors, ce n'étaient pas des Gitans soutenus par quelques citoyens sans pouvoir qui allaient faire peur à ce « poids lourd » du milieu politique. Cependant, à nouveau, certains Gitans se montrèrent plus déterminés et avaient de toute façon un argument imparable pour convaincre :

« Que peut-il nous arriver de pire ? Nous vivons comme des animaux dans un zoo, les taux de plomb sont en augmentation et nos enfants sont en train de crever peu à peu à cause du saturnisme ! S'il faut aller en prison pour avoir porté plainte contre le maire de Bordeaux, hé bien on ira en prison ! Qu'est-ce que ça peut faire au point où on en est ! »

Avec humour, certains rajoutaient : *« Ceux qui iront en prison, hé bien eux au moins ils seront relogés ! »*

³⁶ Libération, "Affaire Juppé: à l'origine de la saisie du Service central de prévention de la corruption (SCPC), le maire PS de Longjumeau se fait contrôler", 11 octobre 1995.

J'insistais sur la nécessité que les familles soient solidaires dans cette démarche afin que certaines ne se retrouvent pas plus exposées que d'autres face aux autorités.

Car il en est chez les Gitans comme chez les autres, certains sont plus craintifs. Par ailleurs, contrairement à ce que pensent souvent les « payos », une communauté gitane ne peut être rassemblée facilement, par exemple sous l'autorité d'un chef qui donnerait les consignes à tous. Comme nous l'avons dit, Jesus Garcia était porte-parole et non « chef ».

En réalité, chaque famille mène sa vie, fait ses choix. Certains Gitans ont préféré ne pas porter plainte. D'autres étaient tout simplement absents, par exemple en déplacement en Espagne pour voir leurs familles.

Toujours est-il que le 8 mars 2001, ce furent tout de même quinze plaintes qui étaient déposées contre le maire de Bordeaux. Par ailleurs, la plainte était aussi déposée contre le Préfet de la Gironde dont on aurait pu espérer qu'il prenne ses responsabilités et se substitue au maire de Bordeaux pour soustraire les familles gitanes au danger du saturnisme.

c) De très bonnes raisons de porter plainte

Dès la révélation du saturnisme (juillet 2000), un plan d'évacuation immédiate du Village andalou aurait dû être mis en œuvre par la mairie de Bordeaux, propriétaire du bidonville, percevant à ce titre d'importants loyers. En quelques jours, ce bidonville aurait dû être déserté. Or, huit mois plus tard, la situation n'avait quasiment pas évolué.

En soi, cet immobilisme des autorités suffisait pour porter plainte. Mais des éléments encore plus précis permettaient de renforcer la certitude qu'il fallait bien mener une action en justice :

- On mourrait très jeune au Village andalou : sur 300 habitants, on ne trouvait que quatre ou cinq vieillards.
- Une femme avait eu quatre enfants mort-nés ces dernières années. Beaucoup en avaient eu un ou deux.
- Une autre femme avait vu deux de ses bébés décéder avec de graves malformations au cerveau.
- Plusieurs enfants présentaient de toute évidence des retards mentaux, une petite fille avait même de graves lésions cérébrales.
- Un adolescent était parfois paralysé par des crises de rhumatisme.
- Tous les hivers, la quasi-totalité des habitants du Village andalou étaient victimes d'infections pulmonaires.
- Enfin, les taux de plomb étaient en inquiétante augmentation.

Rappelons que beaucoup de ces graves problèmes avaient été publiquement décrits dans la presse régionale dès le mois d'avril 2000, soit un an avant que les Gitans ne se décident à porter plainte :

« Le rapport de l'IEEB (Institut européen de l'environnement de Bordeaux) avait aussi dénoncé le déversement des eaux usées dans deux bassins de décantation à ciel ouvert et sans clôture, situés quelques mètres derrière les jardins des pavillons.

Un cloaque présentant "un risque sanitaire certain". En été, les odeurs sont insoutenables. L'hiver, les eaux sales refluent parfois dans les canalisations et remontent jusque dans les maisons. »³⁷

Ces éléments expliquent incontestablement la nécessité de porter plainte pour essayer de faire évoluer la situation.

³⁷ Le Monde, "Plusieurs enquêtes dénoncent la situation sanitaire d'un village de Gitans près de Bordeaux", 9 août 2000.

Lors de la manifestation du 9 décembre 2000, une pétition avait été déposée à la mairie de Bordeaux demandant la fermeture du Village andalou au plus tard en mars 2001, c'est à dire avant les élections municipales.

Ce souhait montrait d'ailleurs que, malgré leur inquiétude pour leurs enfants, les Gitans voulaient bien faire preuve de patience puisqu'ils laissaient plusieurs mois au maire de Bordeaux pour agir.

C'est donc à trois jours du premier tour des élections municipales que la plainte fut déposée. Le maire de Bordeaux, au lieu de considérer ses responsabilités, préféra dénoncer une opération politicienne : « *Véronique Fayet, adjointe au social, (...) interprète la plainte comme une "démarche clairement politique, à quelques jours des élections"* »

Pourtant, l'électorat bordelais étant majoritairement conservateur, la seule incertitude de cette élection était de savoir si M. Juppé serait réélu **au deuxième tour ou dès le premier**, cette dernière hypothèse étant très majoritairement avancée par les analystes politiques³⁸.

On ne pouvait sérieusement accuser les Gitans et le Comité de soutien de vouloir faire battre le maire sortant, qui serait inévitablement reconduit après les élections.

Le dépôt de plainte était donc clairement une tentative pour alerter l'opinion et n'utilisait l'actualité électorale que pour essayer de contraindre le maire de Bordeaux à faire enfin quelque chose.

38 M. Juppé a effectivement été réélu dès le premier tour avec 50,96% des suffrages exprimés.

D) L'action rebondit

a) Les Gitans portent plainte pour empoisonnement

Le jeudi 8 mars 2001, dans un café situé à proximité du Tribunal de Grande Instance de Bordeaux, les porte-parole du Village andalou et ceux du Comité de soutien ont tenu une conférence de presse pour annoncer et expliquer le dépôt de quinze plaintes, pour "*empoisonnement et non-assistance à personnes en danger*", et annoncer une nouvelle manifestation pour le samedi 10 mars, veille des élections municipales.

De fait, les représentants de toute la presse régionale ainsi que de nombreux médias nationaux (Le Monde, Libération, des radios et télévisions) étaient présents.

La pression médiatique vraiment importante laissait espérer aux Gitans et au Comité de soutien un déblocage de la situation. L'affaire fut largement relatée dans la presse nationale :

Libération : « *Huit familles gitanes viennent de déposer plainte contre le maire de Bordeaux et le préfet de Gironde pour “empoisonnement et non-assistance à personne en danger”. Il s'agit pour elles de dénoncer les risques que courent les enfants qui vivent au “village andalou”, un camp aux allures de bidonville géré par la municipalité aux confins des zones industrielles de Bordeaux-Nord.* »³⁹

Le Monde : « *Quinze personnes de la communauté gitane de la banlieue nord de Bordeaux ont porté plainte, vendredi 9 mars, contre le maire de Bordeaux et le préfet de la Gironde pour “empoisonnement” et “non-assistance à personne en danger”.* »⁴⁰

39 Libération, "Plomb et ras-le-bol chez les gitans du “village andalou”", lundi 12 mars 2001.

40 Le Monde, "Des gitans logés dans un camp insalubre portent plainte contre le maire de Bordeaux", 10 mars 2001.

Le Parisien : « *Il y a quinze jours, huit familles ont porté plainte pour "empoisonnement et non-assistance à personne en danger" contre la mairie de Bordeaux et la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales, soutenus par Stéphane Lhomme, l'ancien instituteur du quartier.* »⁴¹

b) Mars 2001 : nouvelle manifestation, nouvelle fête dans le ghetto

Le samedi 10 mars 2001, deux jours après le dépôt des premières plaintes et à la veille du premier tour des élections municipales, une deuxième manifestation était organisée, toujours solidairement « Gitans/non-Gitans ».

Le relais médiatique, indispensable pour espérer faire évoluer la situation, restait de mise, par exemple dans le quotidien régional :

« Une nouvelle fois, les familles gitanes du Village andalou de Bacalan ont manifesté en ville. Ce n'est pas de gaieté de cœur qu'elles s'y retrouvent régulièrement mais enfin, la place de la Victoire est devenue un lieu de rendez-vous régulier pour les familles du Village andalou de Bacalan et les forces vives qui soutiennent leur cause dans la cité. Cette cause n'est plus ignorée de qui que ce soit à Bordeaux (...). Samedi après-midi, comme d'habitude, la manifestation a été conduite à la manière des Gitans : en musique, comme pour signifier qu'il n'y a pas besoin de haranguer intempestivement pour faire passer un message d'espoir. Du reste, la journée devait se terminer au Village andalou par une fête dite de la solidarité et de la rencontre interculturelle avec notamment, au menu, tapas, apéritif et flamenco. »⁴²

41 **Le Parisien**, "Alerte au saturnisme au Village gitan de Bordeaux", samedi 17 mars 2001.

42 Sud-Ouest, lundi 12 mars 2001 : "**Village andalou : Pour un relogement citoyen**".

Devant la mairie de Bordeaux, une délégation mixte « Gitans/Comité de soutien » est constituée pour rencontrer un représentant de la mairie de Bordeaux, mais celui-ci exige de ne recevoir « que des Gitans ». Pour une fois, ce sont les « payos » qui sont exclus !

Les Gitans décident de ne pas entrer sans leurs amis, et la manifestation repart, vers la préfecture cette fois. Comme ce fut le cas pour la manifestation de décembre, les manifestants sont invités à venir faire la fête au Village andalou. Cette fois, les réjouissances ont été préparées, les achats faits à l'avance (ils furent remboursés en cours de soirée par une collecte).

A nouveau, les discussions entre Gitans et non-Gitans ont duré jusque tard dans la nuit. Des "payos" ont amené leurs instruments et un incroyable concert mêlant des musiciens des diverses origines s'est alors déroulé, dans une ambiance de fraternité absolument indescriptible. Cette soirée a laissé des souvenirs très forts à tous ses participants.

c) Premières conséquences du dépôt de plaintes

Premiers résultats : le 19 mars 2001, le préfet de la Gironde vient constater en personne la situation sociale et sanitaire du Village andalou. Il visite quelques bicoques du bidonville, s'entretient avec les habitants.

Le 30 mars 2001, neuf mois après sa première venue suite à la découverte du saturnisme par Médecins du monde, un véhicule de la DDASS revient au Village andalou pour faire des prises de sang aux enfants.

On aurait été en droit d'attendre un suivi réel du saturnisme de la part de cet organisme, or son retour au Village andalou fut incontestablement la conséquence du dépôt de plaintes.

Les résultats, connus en mai 2001, allaient montrer une nouvelle aggravation, encore plus inquiétante, du saturnisme.

d) Avril 2001 : vingt-deux nouvelles plaintes, un nouveau rassemblement, une nouvelle fête

Constatant avec soulagement que les premiers plaignants n'avaient pas été incarcérés, vingt-deux Gitans ont souhaité porter plainte à leur tour. Ce nouvel épisode de la lutte eut lieu le samedi 20 avril 2001, suivi d'un rassemblement devant la mairie de Bordeaux et d'un débat public dans une salle de réunion.

Appelée à la rescousse, l'association Droit Au Logement (DAL) était représentée par son porte-parole national Jean-Baptiste Eyraud. Il s'agit là d'un élément assez important : adjoint au maire de Paris avant de devenir maire de Bordeaux, Alain Juppé avait déjà eu affaire au DAL et se méfie de ses actions parfois spectaculaires telles que des occupations de logements vacants.

La « jonction » entre d'une part les Gitans et le Comité de soutien, et d'autre part le DAL, montrait au maire de Bordeaux qu'il ne pouvait espérer que la mobilisation retombe avec le temps.

Au contraire, il risquait de voir se tenir dans sa ville quelques actions médiatiques assez désagréables pour un personnage public aux ambitions politiques notoires.

Enfin, pour renforcer les relations amicales entre Gitans et non-Gitans, la journée se termina par une nouvelle fête solidaire au Village andalou, tout aussi enlevée que les précédentes.

Il faut noter que des Gitans qui se montraient assez réticents ou méfiants devant l'arrivée dans leur village de nombreux « payos » avaient fini par se joindre aux fêtes, et tout le monde se retrouvait d'accord pour estimer qu'on peut trouver des gens de toutes les origines qui soient plus ou moins sympathiques.

Concernant l'action en justice, la situation avait évolué : d'une part, selon les textes, un préfet ne peut être mis en cause. D'autre part, l'accusation d'empoisonnement risquant fortement de ne pas être prise en compte, l'avocat avait été amené à reformuler les plaintes contre le maire de Bordeaux :

« Avoir exposé autrui à un risque immédiat de mort par violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de sécurité et de prudence » et « avoir soumis autrui en abusant de sa vulnérabilité à des conditions d'hébergement incompatibles avec la dignité humaine ».

Lors du rassemblement devant la mairie de Bordeaux, une nouvelle délégation mixte « Gitans/Comité de soutien » est constituée pour rencontrer un représentant de la mairie de Bordeaux, mais celui-ci, qui s'avère être le maire en personne, exige encore de ne recevoir « que des Gitans ».

Comme en mars, les Gitans ne veulent pas entrer sans leurs amis du Comité de soutien qui, eux, les poussent à aller tout de même aux nouvelles. Un compromis est trouvé : la délégation comprendra des Gitans accompagnés de l'avocat.

e) Relogement en cinq ans, puis deux ans, et désormais en 6 mois

Le quotidien Sud-Ouest rend compte de l'audience et des déclarations du maire de Bordeaux :

« Alain Juppé veut bien réduire le délai de relogement des gitans de Bacalan. A condition que la mairie soit aidée et que les personnes concernées ne soient pas trop exigeantes. A leur demande, hier, Alain Juppé a longuement reçu une délégation d'habitants du village andalou accompagné de leur avocat.

Ces gitans de Bacalan dont les enfants sont contaminés par le plomb veulent être plus rapidement relogés. Ils estiment ne pas pouvoir rester plus longtemps dans ce camp insalubre...

A l'issue de cette rencontre, Alain Juppé a déclaré qu'il avait rappelé qu'en matière de santé publique, "il appartenait à l'autorité publique de prendre des décisions qui conviennent. Il y a un problème de plombémie chez certains enfants et c'est pour cette raison que nous avons engagé un processus de fermeture du village. Faut-il l'accélérer ? A la lumière des récentes études entreprises par la DDASS, c'est une question que je poserai au préfet, en espérant avoir une orientation précise dès les prochains jours".

Concernant le relogement, le maire a précisé que trois familles ont été installées et que trois autres ont refusé les propositions faites. »⁴³

Au moins pour ce qui est des effets d'annonce, l'action commençait à porter ses fruits : il était désormais question d'un relogement en 6 mois.

Mais il s'agissait surtout d'une nouvelle preuve de ce que le maire de Bordeaux ne comprenait pas ou ne voulait pas comprendre que la seule mesure appropriée était l'évacuation quasi immédiate du Village andalou.

⁴³ Sud-Ouest, samedi 21 avril 2001 : " La mairie réduit les délais ".

Cette évacuation d'urgence aurait pourtant deux conséquences positives : d'une part, soustraire les Gitans au saturnisme ; d'autre part, avoir plus de temps pour trouver des logements définitifs adaptés à chaque situation familiale.

Un autre point important restait en suspens : le résultat des prises de sang pratiquées par la DDASS le 30 mars 2001 n'était pas encore connu, mais de toute évidence attendu, tant par les Gitans que par les pouvoirs publics.

Après une première aggravation du saturnisme, montrée par Médecins du monde, on pouvait se demander à partir de quel niveau les pouvoirs publics consentiraient à considérer que la situation était grave alors que les premiers résultats alarmants avaient été publiés près d'un an auparavant en juillet 2000...

PARTIE 3 : UNE INTERMINABLE "SORTIE DU GHETTO"

A) Plan contre plan

a) La mairie de Bordeaux prend son temps

Suite à la publication des rapports accablants concernant la situation sanitaire au Village andalou, puis la révélation du saturnisme, puis les manifestations pour le relogement des familles gitanes, et enfin le dépôt de plaintes contre le maire de Bordeaux, celui-ci a engagé un plan de relogement des familles du Village andalou, annoncé d'abord sur cinq ans, puis ramené à deux ans, et enfin à six mois.

Mais, à part pour quelques familles, ce plan restait très virtuel et, surtout, soumis à des conditions qui laissaient douter de la mise en œuvre réelle de ces relogements :

« Selon Alain Juppé, d'ici septembre, la mairie sera en mesure de reloger 11 familles. Il se dit prêt à accélérer le processus et réduire à 6 mois le délai de relogement qui était de deux ans.

A condition d'être aidé par les bailleurs sociaux et par le préfet qui dispose d'un contingent de logements sociaux. Et à condition que les habitants de du village andalou se montrent compréhensifs. »⁴⁴

On le voit, le relogement était assorti de beaucoup de conditions et d'échappatoires qui expliquaient les incessantes actions menées en commun par les Gitans et le Comité de soutien.

44 Sud-Ouest, samedi 21 avril 2001 : “ *La mairie réduit les délais* ”.

b) Le Préfet intervient

Une des premières conséquences du dépôt de plainte du 8 mars contre le maire de Bordeaux et le Préfet fut le retour au Village andalou du camion de la DDASS le 30 mars, après 9 mois d'absence incompréhensible.

Les résultats, révélés en mai, furent saisissants : la plupart des taux étaient en grave augmentation. Plusieurs enfants étaient au-dessus de 200 µg/l avec un nouveau taux maximal à 273µg/l. La situation fut alors, enfin, jugée assez dramatique. Non par le maire de Bordeaux, propriétaire des logements, mais par le Préfet de la Gironde.

Le 21 mai 2001, il reçoit une délégation commune Gitans/Comité de soutien, suivie d'une conférence de presse importante à laquelle la presse régionale mais aussi nationale a été conviée. Le Préfet annonce l'évacuation très rapide du Village andalou grâce à des relogements provisoires : des mobilehomes installés sur plusieurs terrains de l'agglomération bordelaise.

« Afin de ne pas être soumis aux éventuelles pressions d'élus locaux ou de manifestants, il s'agira de terrains et de mobilehomes appartenant à l'État qui prend donc ses responsabilités et vient en aide à des personnes en danger. »

Cette évacuation n'est pas présentée comme contradictoire avec la perspective de relogements définitifs, en particulier ceux annoncés depuis des mois par la mairie de Bordeaux.

Les Gitans expriment leur satisfaction malgré leur appréhension bien compréhensible à l'idée de quitter le Village andalou après y avoir vécu depuis si longtemps. Mais ils sont rassurés par l'annonce du Préfet de les reloger *« dans des mobilehomes confortables comme dans la Somme »*.

Les Gitans avaient vu quelques semaines plus tôt, à la télévision, les familles de la Somme relogées après de terribles inondations. Les mobilehomes en question étaient de petites maisonnettes tout à fait correctes pour y vivre quelques semaines ou même quelques mois. Elles semblaient même plus confortables que les bicoques du Village andalou.

A ce moment, les Gitans et le Comité de soutien ne doutent pas de la mise en œuvre de ce plan annoncé à toute la presse qui en rend compte de façon importante : reportages dans les journaux télévisés de 20 h des grandes chaînes nationales, sur les ondes des grandes stations de radios, articles dans la presse écrite régionale et nationale.⁴⁵

Or, malgré tout ce « remue-ménage », la suite allait être terriblement décevante.

c) Une journaliste zélée

A peine 36 heures après l'annonce du Préfet, alors même que les journaux nationaux n'en étaient qu'à rendre compte de cette annonce, la journaliste de Sud-Ouest chargée depuis des mois de suivre l'affaire du Village andalou titrait : « ***Pas de terrain pour les Gitans*** »⁴⁶.

Elle avait interviewé en urgence six maires (sur les vingt-sept communes que compte la Communauté urbaine de Bordeaux) qui, visiblement, n'avaient pas (ou pas encore) été contactés par le Préfet.

De toute évidence, celui-ci avait été très imprudent en annonçant la démarche qu'il voulait suivre avant même d'avoir trouvé les lieux nécessaires.

45 Libération, mercredi 23 mai 2001 : “ *Plomb: la Gironde veut en finir avec le village gitan.*”
Le Monde, jeudi 24 mai 2001 : “ *Les Gitans du "village andalou" bordelais vont être relogés en urgence.* ”

46 Sud-Ouest, mercredi 23 mai 2001 : “ **Pas de terrains pour les Gitans** ”.

Sans surprise, les maires ou adjoints contactés par la journaliste, non informés d'un éventuel accueil de familles gitanes sur leur commune, préféreraient prudemment décréter qu'aucun terrain n'était disponible.

Devant les conséquences de la célérité de cette journaliste, on peut se demander si l'éthique de cette profession ne recommande pas de faire parfois preuve de retenue, en particulier lorsque ce sont des êtres humains qui sont en jeu...

En effet, même si cet article ne saurait en être seul la cause, les Gitans du Village andalou devenaient dès lors des proscrits.

d) Le Préfet précise son plan

Le Préfet organise une nouvelle conférence de presse le vendredi 15 juin 2001, près d'un mois après sa première annonce. Les Gitans et le Comité de soutien sont assez inquiets car, contrairement aux assurances données par le Préfet lors de l'audience du 21 mai, ils n'ont jamais été consultés ni même informés de l'avancement du dossier.

Un contact téléphonique avec un membre du cabinet du Préfet a laissé entendre qu'il valait mieux ne rien ébruiter pour ne pas faire échouer les contacts en cours. Et, en effet, les annonces semblent cette fois-ci sérieuses car concrètes :

« Trouver des terrains n'était guère aisé. Mais le préfet n'a pas été obligé d'en réquisitionner et les négociations avec certains maires de la communauté urbaine de Bordeaux (CUB) ont abouti : à Saint-Aubin (1 910 m² pour 4 familles), à Ambarès (25 000 m², 6 à 8 familles), à Talence (500 m², une famille), à Bordeaux (3 500 m², 7 familles).

A Bordeaux également, les bâtiments de l'ancienne caserne Boudet seront utilisés pour 6 familles.

Deux maires de droite (le RPR Alain Juppé à Bordeaux et l'UDF Alain Cazabonne à Talence) et deux maires de gauche (Henri Houdebert (PS) à Ambarès et Georges Teyssier (Verts) à Saint-Aubin du Médoc) se sont donc montrés coopératifs. Et peut-être qu'une troisième commune, Mérignac, dirigée par un socialiste (Michel Sainte-Marie) prêtera également un terrain. »⁴⁷

Pourtant, il ne s'agit plus d'une évacuation décidée pour toutes les familles, comme si l'urgence face au plomb était variable. Ainsi, on peut lire dans le même article :

« Au total 53 familles vivaient dans ce lotissement insalubre. Dans le cadre du programme géré par la mairie de Bordeaux six ont déjà quitté le village andalou. Vingt-quatre autres devraient également être relogées définitivement en juin pour certaines et d'ici les mois de septembre ou octobre pour d'autres. Il a donc été jugé inutile d'héberger de manière provisoire ces familles ».

Le Comité de soutien commente :

« Il nous a immédiatement semblé que cette annonce était marquée par l'ombre du maire de Bordeaux dont les promesses concernant pas moins de vingt-quatre familles étaient prises pour argent comptant par le Préfet. L'évacuation urgente de tous les habitants du Village andalou était d'ores et déjà abandonnée, comme si le plomb n'était subitement plus aussi dangereux. »

47 Sud-Ouest, samedi 16 juin 2001 : “ Tous les Gitans seront relogés ”.

e) Le maire de Bordeaux contre-attaque

Le jeudi 28 juin 2002, la Secrétaire d'État au logement profite d'un déplacement dans la région bordelaise pour venir elle-même au Village andalou. Constatant la précarité extrême des logements, elle réaffirme son engagement contre le saturnisme et confirme la fermeture imminente du Village andalou :

« "Le saturnisme et l'insalubrité sont la honte de la République. Je n'imagine pas une ville en France où on ne soit pas capable d'insérer un petit nombre de familles », a commenté la Secrétaire d'État.

Elle va *« s'assurer, en juillet, que le camp est bien fermé »*⁴⁸ Elle soutient le plan du Préfet et annonce que *« l'État allait financer à hauteur de 5 millions de francs le relogement des familles du "village andalou" »*⁴⁹

Mais le même jour, alors que son adjointe à l'action sociale accompagne la Secrétaire d'État et le Préfet au Village andalou, le maire de Bordeaux annonce au cours d'une conférence de presse qu'il reprend le dossier en main et met en œuvre son propre plan : trois sites accueillant chacun sept familles.

Ces sites sont : le terrain accueillant habituellement les forains, rue Achard à Bacalan ; le domaine de la Clairière à Gradignan sur un terrain appartenant au Centre communal d'action sociale (CCAS) de Bordeaux, et enfin un terrain du port autonome situé à Ambarès, avec l'accord du maire, pourtant adversaire politique du maire de Bordeaux.

La suite montrera que la générosité et le courage de ce maire ne seront pas récompensés [voir partie 3, B), b)].

48 Sud-Ouest, vendredi 29 juin 2001 : " Nouveau projet pour les Gitans ".

49 Dépêche AFP du 28 juin 2001.

Les terrains trouvés par le Préfet de la Gironde sont abandonnés. Et, alors que cet établissement appartient à l'État et non à la ville de Bordeaux, M. Juppé annonce l'abandon du relogement de familles du Village andalou à la caserne Boudet : « *Nous sommes allés voir la caserne. Elle est en trop mauvais état, il faudrait faire des travaux* ». ⁵⁰

Pourtant, le Préfet avait bien annoncé utiliser du matériel, des terrains et des locaux appartenant à l'État pour être à l'abri de toute pression de riverains ou d'élus locaux. Et c'est pourtant un élu local qui prend des décisions pour un bâtiment qui ne lui appartient pas.

Le Comité de soutien commente :

« De toute évidence, le Préfet a subi des pressions. On sait que le maire de Bordeaux est proche du Président de la République. A-t-on laissé entendre au Préfet que, s'il s'obstinait, il pourrait le regretter amèrement quelques mois plus tard après les élections présidentielles et législatives ? Pourtant, près d'un an avant ces élections, il n'était pas possible de savoir qui l'emporterait. Le Préfet a peut-être demandé au gouvernement un soutien qu'il n'a pas reçu. En effet, le conseiller du secrétariat d'État au logement que nous avons eu plusieurs fois au téléphone nous a avoué avoir sollicité le ministère de l'Intérieur, dont dépendent les Préfets, et n'avoir reçu aucune aide. Tout ceci viendrait peut-être confirmer la rumeur courant depuis des décennies : la gauche laisse tranquille le maire de Bordeaux – M. Chaban-Delmas puis M. Juppé – et en échange, la droite laisse aux socialistes les deux autres grandes villes de la Communauté urbaine, Mérignac et Pessac. En tout cas, ce qui est sûr, c'est que la santé des Gitans n'a pas pesé lourd dans cette affaire... ».

50 Sud-Ouest, vendredi 29 juin 2001 : “ Nouveau projet pour les Gitans ”.

Toujours est-il que le Préfet fait machine arrière :

« Quant au préfet Christian Frémont, il n'a pas souhaité polémiquer avec Alain Juppé. "Si le maire de Bordeaux a trouvé d'autres sites que ceux que j'ai proposés, tant mieux. La liste des possibilités s'allonge. Mais la caserne Boudet et d'autres terrains sont disponibles". »⁵¹

La Secrétaire d'État part en vacances et le maire de Bordeaux s'apprête à transformer les mobilehomes en caravanes...

B) Un été cauchemardesque

a) Des caravanes pour des Gitans sédentaires

Dans le cadre du plan de relogement de la mairie de Bordeaux – qui n'est donc pas un plan d'évacuation et ne prend pas en compte l'urgence face au saturnisme - quelques familles ont été relogées pendant les mois d'avril et mai 2000, en particulier assez près du Village andalou, quai de Bacalan par exemple. La rupture avec la communauté n'était donc heureusement pas trop violente pour elles.

Fin juillet 2000, un véritable évènement a lieu : après un an de revendications, de manifestations et autres actions, une évacuation " en urgence " était enfin mise en œuvre.

Le plan du Préfet – évacuation de tous les habitants du village, dans des mobilehomes confortables - avait été éliminé par le maire de Bordeaux qui mettait en œuvre son propre plan.

51 Sud-Ouest, vendredi 29 juin 2001 : " Nouveau projet pour les Gitans ".

Le journal Sud-Ouest confirmait qu'il devait s'agir de mobilehomes :

« La mairie de Bordeaux a pris la décision d'acheter des mobilehomes qui seront répartis sur trois sites : sept iront rue Achard à Bacalan, sept autres seront implantés au domaine de la Clairière à Gradignan sur un terrain du CCAS de Bordeaux, et enfin les sept derniers seront installés par Aquitanis sur le terrain du port autonome à Ambarès. »⁵²

Ce sont en réalité des caravanes qui furent utilisées, ce qui fut considéré comme une véritable humiliation par les Gitans du Village andalou, sédentaires depuis 40 ans. Certains hommes confièrent que leurs femmes en pleuraient toutes les nuits.

Mais les familles acceptèrent malgré tout cette solution. D'abord, cela permettait enfin de fuir le saturnisme, d'autant que les prélèvements sanguins dont les résultats avaient été annoncés fin mai faisaient état d'une très importante augmentation du saturnisme et que rien ne permettait d'écarter l'éventualité d'une nouvelle aggravation de cette affection.

Par ailleurs, la rumeur courrait que ceux qui acceptaient de partir en caravane seraient relogés avant et mieux que les autres. En fin de compte, une vingtaine de familles se sont retrouvées en caravanes.

Le Comité de soutien commente :

« Sincèrement, le maire de Bordeaux aurait-il relogé en caravanes des non-Gitans ? Bien sûr que non ! Il s'agissait bien là d'une mesure ethniquement discriminatoire... du racisme pour dire les choses directement. »

⁵² Sud-Ouest, vendredi 29 juin 2001 : " Nouveau projet pour les Gitans ".

b) Non aux Gitans !

Contrairement aux annonces du maire de Bordeaux, les caravanes ne furent installées que sur deux terrains : un à Bordeaux même, l'autre à Gradignan, une commune dont le maire est du même bord politique que le maire de Bordeaux.

En effet, le terrain annoncé à Ambarès, commune dont le maire est socialiste, ne put être utilisé. Ce maire fut le seul adversaire politique du maire de Bordeaux à accepter d'aider au relogement provisoire des Gitans.

Mais devant la levée de boucliers que cette décision suscita, il finit par annoncer l'annulation du projet. Entre autres, ce furent les élus d'opposition – et donc les amis politiques de M. Juppé ! – qui firent échouer le projet :

*« Dans un communiqué remis sur place, le groupe Le renouveau pour Ambarès et l'association Alliance pour le renouveau ambarésien déclaraient notamment : “L'opposition critique une prise de décision autoritaire sans autre consultation, ni de la population concernée ni de son Conseil municipal représentant pourtant les administrés...”, conclut le groupe minoritaire en soulignant qu'il a participé à toutes les réunions sur la venue des résidents du Village andalou. »*⁵³

Enfin, la propre majorité du maire d'Ambarès s'opposa au projet :

« En aucun cas, le maire de Bordeaux n'est habilité à répartir, sur les autres communes de la CUB, les personnes qui lui posent des problèmes dans sa commune. Il a organisé dans sa mairie une réunion des bailleurs sociaux (HLM) de l'agglomération. Et il les a mis dans l'embarras” lance Michel Héritier, premier adjoint au

⁵³ Sud-Ouest, mardi 24 juillet 2001 : “ Pas de Village andalou ”.

mairie d'Ambarès-et-Lagrange. "C'est un dossier opaque. On apprend tout par les médias. Et nous devons réagir au coup par coup" répond en écho Nicole Korjaneski, adjoint aux affaires sociales. Les deux élus réagissaient ainsi à la réunion de mardi en l'hôtel de Rohan. Car la mobilisation de la population ambarésienne contre l'installation d'une partie des résidents du Village andalou ne faiblit pas. Les rassemblements se suivent à la mairie. On attend plusieurs centaines de personnes aujourd'hui, à partir de 18 h 30, devant la mairie d'Ambarès-et-Lagrange. »⁵⁴

On ne peut guère parler de courage politique, celui-ci devant s'exercer dans les moments difficiles, et c'était effectivement le cas face à des manifestations importantes au cours desquelles une banderole « Non aux gitans » était brandie, rappelant des époques et des événements que l'on croyait oubliés.

Quant aux élus **communistes**, ils firent preuve d'une capacité à manier la dialectique qui aurait pu faire rire s'il ne s'était agi de la santé d'enfants :

*« "Nous soutiendrons et participerons à toutes initiatives et actions qui, excluant tout racisme ou rejet de l'autre, auront **pour objectif de refuser la venue de ces familles**" écrivait, hier, les élus communistes et apparentés d'Ambarès-et-Lagrange. »⁵⁵*

Il s'agissait, rappelons-le, d'un relogement provisoire pour soustraire en urgence les familles, et plus particulièrement les enfants, au saturnisme.

Pour en finir avec ces petites manœuvres fort peu dignes, il faut aussi signaler que l'opposition socialiste de Gradignan a, elle aussi, critiqué l'accueil provisoire de familles, sans toutefois parvenir à le faire échouer :

54 Sud-Ouest, vendredi 20 juillet 2001 : " Le refus se généralise ".

55 Sud-Ouest, vendredi 20 juillet 2001 : " Le refus se généralise ".

« Daniel Oudot, conseiller municipal (PRG) de Gradignan, avec d'autres élus d'opposition dont Anne-Marie Keiser, aussi conseillère générale (PS) du canton de Gradignan, a écrit au maire de Bordeaux et à la secrétaire d'État au logement pour exprimer son rejet d'un tel état de fait (...) Absence de concertation, précarité et problèmes juridiques, seraient donc les raisons qui motivent l'intervention de l'opposition de Gradignan. »⁵⁶

c) Manifestations et pétitions

Les riverains des terrains proposés pour l'accueil de familles du Village andalou se firent entendre aussi : à Ambarès, on l'a vu, ce furent des manifestations contre la venue des Gitans, de même qu'à Bacalan concernant le terrain Achard :

« Une soixantaine de personnes ont manifesté hier en fin d'après-midi, rue Achard, à Bacalan, à l'appel d'un collectif de quatorze associations du quartier opposé au relogement de familles gitanes sur le terrain dévolu à l'accueil, deux fois l'an, des forains. »⁵⁷

Près de la caserne Boudet de Bordeaux, une pétition anonyme circula. A Gradignan aussi, une pétition a été lancée. Comme pour la caserne Boudet, il fut impossible de connaître le nombre de signatures, certainement pas plus de quelques dizaines.

Mais ces tristes démarches furent logiquement relatées par les médias locaux, ce qui devait être le but recherché par leurs instigateurs. Elles ont certainement contribué à faire reculer les idéaux de tolérance et de respect d'autrui par delà les différences.

⁵⁶ Sud-Ouest, vendredi 13 juillet 2001 : " Mesurette d'urgence ".

⁵⁷ Sud-Ouest, samedi 14 juillet 2001 : " Manif à Bacalan ".

Pour contrecarrer cet effet contraire à sa démarche de solidarité, le Comité de soutien présenta alors à la presse sa propre pétition, proposée à la signature des bordelais depuis quelques mois : plus de mille cinq cents signatures, ce qui représente un très bon résultat pour une pétition d'intérêt local :

« Le comité de soutien des familles du Village andalou a présenté hier une pétition de 1500 signatures en faveur du relogement des Gitans dont les enfants sont atteints de saturnisme. Lancée au mois de décembre 2000, cette pétition entend répondre à une autre, circonscrite, elle, au quartier de la caserne Boudet. »⁵⁸

Il est impossible de mesurer les effets sur l'opinion publique de tous ces rebondissements. On peut néanmoins constater que certains reportages télévisés ont laissé des riverains exprimer des « opinions » aussi progressistes que :

« Les Gitans, vous en accueillez quelques-uns et après il en arrive de partout ! » ou « Ils ne travaillent pas, et pourtant ils ont dans les poches d'énormes liasses de billets », etc.

Le Comité de soutien commente :

« Ce fut vraiment un été cauchemardesque : partie de “ ping-pong ” entre le Préfet et le maire de Bordeaux, abandon du plan d'évacuation du Préfet, évacuation d'une vingtaine de familles... alors que d'autres restaient dans le ghetto plombé, disparition des mobilehomes au profit de caravanes, et puis ces manifestations et pétitions... quelle tristesse. »

58 Sud-Ouest mercredi 4 juillet 2001 : “ Pétition contre pétition ”.

d) Projets inacceptables pour les familles restées au Village andalou

Début août 2001, les situations des familles du Village andalou étaient assez diverses :

- **quelques familles** relogées dans des conditions correctes voire très bonnes par exemple pour Antoine, le premier relogé (depuis décembre 2000) ;
- **une vingtaine de familles** évacuées et relogées provisoirement en caravanes sur deux terrains. Il faut d'ailleurs noter que les familles relogées en maison ou évacuées en caravanes n'étaient pas du tout les plus touchées par le saturnisme, ce critère de bon sens n'ayant de toute évidence jamais été pris en compte par la mairie de Bordeaux ;
- **une bonne vingtaine de familles** restant au Village andalou, soumises au saturnisme et se sentant abandonnées.

Pour ces dernières, la suite allait être très dure à vivre. Le 11 août, c'est en lisant la presse régionale que les familles et le Comité de soutien étaient informés d'un projet de la mairie de Bordeaux tout à fait choquant : reloger un certain nombre de familles **dans une cité insalubre et "amiantée", promise à la destruction** :

« “Nous faire sortir d'ici pour en mettre d'autres, c'est scandaleux. On ne comprend pas.” A la cité Carreire, la nouvelle de l'arrivée de familles du Village andalou dans les maisons qui doivent faire l'objet d'une démolition, a fait l'effet d'une bombe.

En attente, eux aussi, d'un relogement dans des maisons neuves qui “tardent à être construites”, les habitants ne comprennent pas qu'on reloge des personnes dans des maisons précaires. “On les sort de là-bas parce qu'il y a du plomb, et on les reloge dans un endroit vétuste avec de l'amiante. Ce n'est vraiment pas honnête”, dénonce Nicolas Utiel, venu à la réunion de CVCL, association de consommation

logement cadre de vie. Aquitanis, Office public HLM, propriétaire de la cité, est formel : “Le logement respecte la réglementation en vigueur quant à son habitabilité.” Pas de risque donc, pour Aquitanis, à reloger des familles à titre provisoire dans ces maisons, jugées “obsolètes, et non pas vétustes”.

Pourtant, depuis 1993, la cité Carreire nouvelle, qui date des années 50, doit être détruite pour être reconstruite progressivement. La raison ? L'état des logements à la limite de l'insalubrité. (...)

[Paulette] habite la cité depuis quarante-sept ans. Depuis quelques semaines, elle lutte contre les rats dans sa cuisine. “Regardez, mes murs sont pleins d'eau. L'humidité s'infiltré partout, je n'ose même plus ouvrir la fenêtre de la salle de bains de peur qu'elle me reste entre les mains.”

Dans la cité, des maisons ont déjà été quittées par leurs occupants, relogés dans la vingtaine de nouvelles maisons construites. Elles sont à l'abandon, gagnées par les herbes folles, les murs éventrés, la toiture cassée. »⁵⁹

Une nouvelle polémique naît donc, relayée par la presse : « *Le Comité de soutien s'inquiète d'éventuels relogements dans la cité Carreire, réputée insalubre.* »⁶⁰ Ce projet indigne ne pourra être mené à son terme par la mairie de Bordeaux.

Presque simultanément, celle-ci tente de récupérer pour des familles du Village andalou des logements d'urgence qu'elle possède, quai de Brazza, dans une ancienne école désaffectée. A priori, cela semblait être une bonne initiative, l'important étant que les familles quittent le ghetto et le saturnisme.

Mais ces logements sont loués par la mairie de Bordeaux à des familles non-gitanes qui reçoivent au cœur de l'été un avis d'huissier leur imposant de quitter les lieux sous quinze jours :

59 Sud-Ouest, samedi 11 août 2001 : “ La cité s'interroge ”.

60 Sud-Ouest, mardi 14 août 2001 : “ Polémique sur les relogements ”.

« “On panique totalement”. Les six familles en situation précaire qui doivent céder la place dans ce logement de transit aux Andalous se sentent complètement dépassés par les événements.

En plein mois d'août, ils doivent trouver une habitation sans aucune aide, tous les travailleurs sociaux étant partis en vacances. La nouvelle est tombée comme un couperet avec une lettre de l'huissier fin juillet, les invitant à quitter les lieux dans les quinze jours. »⁶¹

Le Comité de soutien craignait que cette affaire ne tourne mal. Après les manifestations et pétitions, on pouvait craindre des réactions du genre *« On jette d'honnêtes citoyens à la rue pour donner leur place à ces Gitans... »*

Une nouvelle polémique naît donc : *« Stéphane Lhomme, porte-parole du Comité de soutien, dénonce la volonté de reloger des personnes dans des endroits nécessitant l'expulsion d'autres familles. »⁶²*

Il faudra en réalité plusieurs semaines pour que les précédents locataires trouvent, par leurs propres moyens, d'autres logements et que des familles du Village andalou puissent enfin quitter leur ghetto.

Ce lieu de relogement collectif – c'est à dire concernant plusieurs familles, malgré des aspects assez négatifs comme une certaine précarité des logements, aura comme principal intérêt de constituer une étape intermédiaire entre la vie communautaire du Village andalou et un relogement individuel vécu assez difficilement par certaines familles.

Ce type de relogement permettra d'amoindrir le choc de la « sortie du ghetto » [voir partie 4, C), 1) et 2)].

61 Sud-Ouest, jeudi 16 août 2001 : “ Un départ précipité ”.

62 Sud-Ouest, mardi 14 août 2001 : “ Polémique sur les relogements ”.

e) Amiante au Village andalou

Au fur et à mesure des départs, les bicoques du Village andalou sont détruites pour éviter que d'éventuels nouveaux occupants ne s'y installent.

Cette mesure prise par la mairie de Bordeaux était tout à fait normale, le Village andalou devant de toute évidence disparaître au plus vite.

Pourtant, une nouvelle fois, cette mesure allait être mise en œuvre en dépit du bon sens. Après inspection des décombres, je découvrais des matériaux laissant craindre une présence d'amiante.

Après quelques recherches téléphoniques, je parvenais à contacter le responsable d'un laboratoire d'analyses de la Caisse régionale d'assurance maladie (CRAM), spécialisé dans les inspections de chantiers.

Sur place, il confirma la présence d'amiante, en particulier dans des plaques situées à l'arrière des maisons et dans des tuyaux.

Les matériaux, broyés par les bulldozers, avaient forcément dégagé des poussières d'amiante, mettant en danger tant les ouvriers que les habitants du village andalou.

Le spécialiste de la CRAM estima que, heureusement, ces matériaux n'étaient pas parmi ceux qui pouvaient dégager le plus de poussières, mais il marqua sa grande surprise.

En effet, ce chantier n'avait pas été déclaré dans les formes et aucune des mesures prévues par la législation n'avait été prise : les parties amiantées auraient du être prélevées avant la destruction des maisons.

L'inspecteur déclara devoir en référer à ses supérieurs avant de faire quelque action que ce soit. Par la suite, il se montra bien plus prudent.

Malgré un article dans le quotidien Sud-Ouest⁶³, personne n'intervint et la casse des maisons continua, avec des risques que des gens n'inspirent des poussières d'amiante. Risques modérés mais bien réels.

On peut vraiment se demander à quoi peuvent bien servir les réglementations concernant l'amiante.

Au fil des relogements et des destructions de maisons, il faudra encore quatre mois pour que les dernières familles puissent partir du Village andalou.

63 Sud-ouest, vendredi 17 aout 2001 : “ Des traces d'amiante ”.

PARTIE 4 : VIVRE LA SORTIE DU GHETTO

A) Avant le relogement

Dès la découverte du saturnisme, l'idée de quitter le ghetto a été largement évoquée par ses habitants : personne n'imaginait d'ailleurs que cela prendrait autant de temps, suite aux explications données par Médecins du monde concernant le danger du saturnisme.

C'est à cette période – fin de l'année 2000, début de l'année 2001 - qu'une quasi-unanimité a existé parmi les Gitans du Village andalou : bien qu'inquiets devant la perspective d'un tel bouleversement de vie, tous voulaient quitter le ghetto, pour de nombreuses raisons évoquées précédemment [voir partie 1]

Insalubrité, exclusion sociale, exclusion ethnique, stigmatisation collective, bruit généré en particulier par les très nombreux enfants et adolescents concentrés sur si peu d'espace, etc. Sans oublier, bien entendu, la crainte de conséquences importantes du saturnisme sur la santé des enfants.

Cette envie ne se manifestait d'ailleurs pas seulement en terme de fuite d'une situation difficile, mais aussi plus positivement par l'espoir affirmé par les Gitans d'accéder enfin une vie ordinaire, d'avoir enfin des relations normales avec les « payos », d'offrir à leurs enfants une vie sociale meilleure que la leur.

Certains avaient pourtant à perdre avec la fin du Village andalou : par exemple, les deux propriétaires de bars – en réalité des buvettes installées dans des constructions sommaires, mais où régnait néanmoins une atmosphère chaleureuse animée de musique flamenca.

Ces deux familles tiraient de toute évidence de cette activité de quoi améliorer de façon non négligeable leur vie quotidienne. Pourtant, elles ne manifestèrent aucune mauvaise grâce à envisager la fin du Village – et donc de leurs bars – et participèrent même aux manifestations.

On retrouve là une des caractéristiques de la philosophie des Tsiganes en général, qui sont très fatalistes et aptes à changer totalement de vie à tout moment. Certes, comme nous l'avons expliqué précédemment, il faut éviter de généraliser et de décréter des caractéristiques valables pour tous les Tsiganes.

Mais il est certain qu'ils ont souvent une aptitude importante à opérer des ruptures dans le fil de leurs vies, aptitude certainement liée au voyage qui reste quelque chose d'important, y compris chez les Tsiganes sédentaires qui se disent souvent prêts à partir à tout moment, même quand ils sont fixés depuis longtemps.

C'était le cas pour les habitants du Village andalou, et particulièrement pour les deux familles qui possédaient les bars. J'avais pris part aux actions pour le relogement des familles pour des raisons totalement légitimes. Pourtant, je me demandais si les conséquences n'allaient pas être très difficiles à vivre pour les Gitans.

Je prenais un jour les devants et demandait à Diego si ça n'allait pas lui poser des problèmes de perdre son bar. Il m'expliqua :

« Si le Village andalou ferme ? Hé bien, je ferai autre chose. Vendre des habits sur les marchés par exemple. Ou autre chose. C'est comme ça, c'est pas grave pour le bar. De toute façon, il faut qu'on parte pour la santé des enfants. Ca compte par-dessus tout. »

De même, Juan ne semblait pas inquiet. Plus étonnant encore : même si le processus de relogement piétinait, on pouvait raisonnablement penser que le Village allait bien finir par fermer dans un futur relativement proche.

Et pourtant Juan se lança un jour dans une importante amélioration de son bar : couler du béton au sol pour améliorer le confort des usagers. Comme Diego, il m'expliqua que les actions pour la fermeture du Village ne lui posaient pas de problème. Un autre Gitan m'expliqua :

« Je sais que vous avez du mal à comprendre ça, vous les payos ; tu vois Juan, aujourd'hui il coule son béton, mais il peut partir définitivement demain matin si le Village est fermé. Si ça dure six mois, c'est bien, ça aura servi.

Et si ça dure un jour, c'est pas grave. Nous n'avons pas les mêmes idées du temps et des urgences » Et il ajouta : *« Mais, votre Juppé, il doit être un peu Gitan, parce quand il annonce un relogement urgent, ça dure des mois... »*

En résumé, la perspective de quitter le Village andalou était perçue comme un progrès incontestable et attendue sans véritable crainte. Pourtant, il aurait été légitime d'être inquiet. Le Comité de soutien commente :

« Dès le début, nous avions dit que le départ du Village andalou serait difficile. S'il n'y avait pas eu le plomb, d'ailleurs, nous ne nous serions pas permis de demander le relogement des familles, malgré l'exclusion sociale et ethnique, pourtant choquante.

Quand on veut faire le bonheur des gens, on risque parfois de faire leur malheur. Mais là, il ne s'agissait pas de bonheur, c'était le développement cérébral des enfants qui était en jeu. Vraiment, l'élément central de cette affaire, c'était le plomb, qui a fait que le relogement était absolument indispensable.

La mairie a utilisé les états d'âme des Gitans pour justifier son inaction. Ce n'est pas honnête. Cette baisse de moral, il fallait s'en occuper à la base.

Lorsque le Préfet a annoncé son plan d'évacuation en urgence du Village andalou, nous avons demandé une aide pour organiser des soirées festives, musicales, afin d'atténuer le choc du relogement.

Le Préfet a été tout à fait d'accord et nous n'avons aucune raison de penser qu'il ne l'aurait pas fait... s'il avait pu mettre en œuvre son plan d'évacuation.

Nous avons bien organisé deux soirées musicales avec nos faibles moyens, mais il aurait fallu faire plus et mieux, des fêtes auxquelles auraient aussi participé les femmes et les enfants⁶⁴. »

Jesus Garcia avait lui aussi pressenti la difficulté :

« Moi, ça va, j'ai l'habitude de voir du monde, de sortir le soir, de fréquenter des payos. Mais ça ne va pas être la même chose pour tout le monde. Et c'est normal : on nous a enfermés pendant trente ans⁶⁵ dans un camp de concentration, ou plutôt un zoo, sauf que personne ne vient jamais nous jeter de cacahuètes. On nous traite comme des sauvages, et tout d'un coup on pourrait tous partir tranquillement, sans problème ? Je vous le dis : il faut absolument partir à cause du plomb, mais le plus dur est devant nous. »

64 En effet, chez les Gitans du Village andalou, il était rarissime que les femmes sortent le soir, même avec leurs maris.

65 Le Village Andalou a été ouvert en 1989, mais auparavant il y avait le " camp de Labarde ", situé à proximité immédiate. La plupart des familles étaient donc bien là depuis 20, 30, ou même 40 ans.

B) Antoine : le pionnier

Il y avait donc une certaine différence d'appréciation entre quelques personnes qui se souciaient de la difficulté de la rupture et la plupart des habitants qui ne pensaient pas vraiment aux conséquences.

Toutefois, chez les Gitans comme chez les autres, il y a une différence entre le moment où l'on parle d'un événement à venir et le moment où on le vit.

En ce qui concerne le départ du Village andalou, une famille a été confrontée longtemps avant les autres à ce départ souhaité mais néanmoins difficile à vivre.

Antoine Garcia, sa femme et ses enfants ont été relogés le 5 décembre 2000. Relogement organisé « en grande pompe » par la municipalité, tous les médias ayant été invités à rendre compte de ce premier relogement.

Antoine, avec sa famille, restera donc le précurseur, le premier à vivre les sentiments contradictoires du relogement : soulagement et déchirement.

Certes, en dix ans d'existence du Village andalou, un certain nombre de familles étaient déjà parties. Mais, pour la plupart, elles habitaient désormais à Bacalan, non loin les unes des autres, et à trois minutes en voiture du Village andalou.

D'autres familles étaient par contre parties loin, et il n'était pas possible de leur demander de témoigner de leur expérience. De plus, elles étaient parties volontairement, et non face au péril du saturnisme.

Aussi, l'expérience d'Antoine était-elle singulière, et allait être édifiante pour les autres familles.

Le jour même de son déménagement, Antoine se disait très heureux :

« Antonio Garcia est ravi et le dit : “Tant que je n'habitais pas dans ce logement, je n'y croyais pas. Vraiment, je suis très heureux.” Qu'il ne le fût pas aurait laissé perplexe : c'est un pavillon très confortable et tout neuf, dans un lotissement tout aussi neuf de Gradignan, qui a été mis à la disposition des Garcia.

Un T 5 avec une salle de séjour donnant sur un terrain de sport municipal, une cuisine de taille convenable, quatre chambres spacieuses, une salle d'eau et une salle de bains, plusieurs prises de courant électrique dans chaque pièce, double vitrage partout, chauffage central au gaz, petit terrain autour de la maison.

Autant dire que ce logement dans un quartier calme, à proximité du centre de Gradignan et pas bien loin non plus de Bordeaux, n'a strictement rien à voir avec le bidonville à peine amélioré du camp de Bacalan. »⁶⁶

Antoine me confirma sa joie :

« On est vraiment beaucoup mieux qu'au Village andalou ; il y a une voisine qui parle espagnol, on a déjà discuté avec elle, et elle n'a pas du tout l'air inquiète de voir arriver une famille de Gitans. Non, vraiment, c'est bien. »

Pourtant, pendant des mois, Antoine et sa petite famille sont revenus pratiquement tous les jours au Village andalou où se trouvaient encore sa mère, ses frères et sœurs, ses amis. Après tout, il est bien compréhensible de ne pas couper brutalement les relations avec la famille simplement parce qu'on a été relogé.

66 Sud-Ouest mercredi 6 décembre : "Une première famille relogée."

Mais un jour, au Village andalou, alors que j'étais en train de discuter avec des Gitans, ceux-ci exprimèrent leur déception de n'être toujours pas relogés et prirent Antoine à témoin de la chance qu'il avait, lui. Et, alors qu'il était toujours calme et discret – à l'opposé du stéréotype du Tsigane extraverti et exubérant - Antoine se mit à crier :

« Parce que vous croyez que c'est facile d'être relogé ? J'ai ma femme qui pleure, mes enfants qui ne veulent pas aller à l'école et qui pleurent tous les jours ! »

D'après les services sociaux de la municipalité de Bordeaux, Antoine a téléphoné bien souvent pour demander à revenir habiter au Village andalou.

Mais c'était à la fois impossible et inenvisageable : impossible parce que sa bicoque insalubre avait été rasée dès son départ ; et de toute façon inenvisageable parce que si le premier relogé revenait, le processus de relogement était globalement remis en cause et la crédibilité de la mairie définitivement entamée.

Par la suite, les hésitations d'Antoine ont été utilisées par la municipalité pour justifier le piétinement du plan de relogement. La difficulté venant de ce que les Gitans ne voulaient pas partir et que ceux qui étaient partis voulaient revenir. Ces accusations étaient démenties systématiquement par les intéressés qui demandaient simplement des conditions de relogement correctes.

L'expérience de précurseur d'Antoine a donc clairement montré que la « sortie du ghetto », bien que souhaitée et nécessaire, restait difficile à vivre. Les autorités auraient dû prendre des mesures pour aider les familles à affronter ces difficultés, ce qui n'a pas été le cas [voir partie 5, D), b)].

C) Les relogements provisoires collectifs

a) Le Petit Trianon

Comme Bacalan, le quartier du Grand parc est situé au nord de Bordeaux, mais à l'intérieur des boulevards, plus intégré à la ville. Il est néanmoins connu pour ses immenses « barres », immeubles comprenant d'innombrables appartements et marqués par une mauvaise réputation semble-t-il très exagérée voire, de nos jours, injustifiée.

Le Petit Trianon est un groupe de logements collectifs situé non loin de ces immeubles, mais d'une taille bien plus réduite. Six familles y sont relogées depuis septembre 2001, dans des conditions modestes mais tout à fait correctes.

Pour ces familles, contrairement à celles de Martin Videau (voir ci-dessous), et même si les conditions de vie ne sont pas parfaites, on peut dire que la « sortie du ghetto » s'est bien déroulée et a été bien vécue, pour plusieurs raisons :

- les familles sont plusieurs ensemble et s'entendent bien ;
- ce sont des familles assez sociables, aptes à vivre immédiatement hors du Village andalou ;
- enfin, le Petit Trianon est situé à cinq minutes en voiture du quartier de Bacalan où habitent de nombreux Gitans.

b) Martin Videau

Il s'agit d'une ancienne école, désaffectée et récupérée par le Centre communal d'action sociale (CCAS) de Bordeaux qui y a installé des logements d'urgence pour familles momentanément en difficulté.

Comme nous avons eu l'occasion de le dire, ces logements étaient occupés et les locataires ont été contraints de laisser leur place de façon brutale : par lettre d'huissier, sous quinze jours, sans explication et sans aide pour trouver d'autres logements. En fin de compte, après plusieurs semaines, ces locataires ont trouvé – eux-mêmes - des solutions de rechange et quelques familles du Village andalou se sont installées.

Il s'agissait plutôt de familles qui n'avaient pas beaucoup de relations avec l'extérieur quand elles vivaient au Village andalou, dont la vie communautaire était pour elles, finalement, plutôt rassurante et protectrice. Voici ce qu'en a dit le Comité de soutien :

« Il faut vraiment insister sur le danger du saturnisme qui justifiait incontestablement la nécessité du relogement. Parce qu'autrement, on peut penser que pour quelques familles, la vie au Village andalou n'était pas forcément la pire des solutions, malgré la précarité et l'exclusion sociale et ethnique.

C'est difficile à admettre quand on défend des idées de fraternité quelles que soient les origines sociales ou ethniques. Mais il existe des paramètres humains qui font qu'un idéal peut rester un objectif à terme, sans pour autant devoir être imposé trop vite.

D'un autre côté, on peut se dire qu'avec de tels raisonnements, les difficultés se reproduisent de générations en générations. Mais bon, dans le cas du Village andalou, le saturnisme a tranché. »

Ainsi, un père de famille relogé à Martin Videau témoignait :

« On est tristes ici. Il ne se passe jamais rien. Au Village andalou, il suffisait de sortir de la maison, et il se passait toujours quelque chose chez les uns ou chez les autres. On trouvait toujours quelqu'un avec qui discuter. »

Ce témoignage nous donne un exemple de la difficulté de partir du Village andalou : c'est une bonne chose pour la santé des enfants, mais c'est assez difficile à vivre dans les faits.

Il faut aussi noter que ces logements sont situés sur la rive droite de Bordeaux, pratiquement en face de Bacalan où se trouvent un certain nombre de familles gitanes.

A vol d'oiseau, la distance est donc très modeste. Mais franchir la Garonne est de plus en plus difficile à Bordeaux, les ponts sont en travaux et saturés : aller « faire un tour à Bacalan » depuis la rive droite peut se solder par plusieurs heures perdues dans les embouteillages. Cela a accru le sentiment d'isolement de ces familles, bien qu'elles soient plusieurs ensemble.

Il n'est donc pas très étonnant qu'il y ait eu une sorte de malaise, vers octobre et novembre 2001. Les six ou sept dernières familles habitant encore au Village andalou tentaient de s'organiser pour trouver une solution leur convenant mieux que les propositions faites par la mairie [voir partie suivante : « Un autre Village andalou ? »]. Elles espéraient même obtenir la construction d'un nouveau village, moins grand que le Village andalou.

Les familles relogées à Martin Videau, informées de ce rebondissement, y virent un espoir un peu fou : retrouver une vie rassurante dans un Village gitan... et sans saturnisme. Pour appuyer cette demande, les familles de Martin Videau expliquèrent un jour avoir été attaquées, certains logements ayant même été touchés par des tirs de fusils.

Elles quittèrent momentanément Martin Videau et se réfugièrent chez des proches. Hélas pour elles, cette mystérieuse attaque ne changea rien (voir ci-dessous). Il fallut bien se résoudre à accepter la dure réalité et retourner à Martin Videau : le temps du village était révolu.

D) Un autre Village andalou ?

Un certain nombre de familles avaient été relogées dans des maisons ou appartements. D'autres étaient pour quelques temps en caravanes et se voyaient peu à peu relogées définitivement.

D'autres encore étaient relogées collectivement au Petit Trianon et à Martin Videau ; il restait vers octobre 2001 encore une petite dizaine de familles au Village andalou.

Elles n'avaient pas reçu de propositions de logement de la part de la mairie de Bordeaux, sinon des propositions inacceptables : par exemple, deux logements situés à Cadillac, à 35 kilomètres de Bordeaux.

Nous ne savons pas pourquoi le CCAS de Bordeaux possédait ces deux logements, *a priori* vacants, mais en tout cas il semblait bien que ses responsables voyaient dans l'affaire du Village andalou une opportunité pour les rentabiliser. Mais cela signifiait inévitablement un déracinement et un isolement pour les familles qui accepteraient de partir si loin.

Ces familles tentèrent de s'organiser pour trouver une solution leur convenant mieux que les propositions faites par la mairie. Un « médiateur » Tsigane, chargé de mission en région Provence - Alpes - Côte d'Azur (PACA) fut contacté par une des familles, arriva à Bordeaux et obtint un rendez-vous avec la municipalité bordelaise.

On peut penser que celle-ci voyait d'un œil assez favorable la possibilité d'avoir un interlocuteur peut-être plus conciliant que Jesus Garcia. Certains Gitans se posèrent même des questions quant aux conséquences de l'action de ce dernier :

« C'est vrai, Jesus a été courageux. Mais peut-être qu'il y a été un peu trop fort... maintenant, nous sommes toujours là au Village andalou et la mairie ne nous écoute pas.

Peut-être qu'avec le médiateur, cela va se débloquer. On espère obtenir un petit village moins grand que le Village andalou, ou même plusieurs petits villages de cinq ou six familles. ».

Intelligemment, Jesus ne se formalisa pas de cette remise en cause de son statut :

« Hé bien, si le médiateur obtient de la mairie de bonnes choses pour les familles qui sont encore au Village andalou, pourquoi pas ? Ce sera très bien. »

L'espoir un peu fou d'obtenir un nouveau village dura quelques temps. Mais, après négociations avec les représentants de la municipalité bordelaise, le médiateur expliqua aux familles que ceux-ci n'accepteraient pas de construire un nouveau Village, et qu'il fallait se résoudre à accepter les relogements proposés.

Bien que déçues après leur rêve un peu fou, les familles restèrent fermes et n'acceptèrent pas les solutions inadaptées comme les logements de Cadillac. Peu à peu, la mairie de Bordeaux trouva des solutions de logement en ville et même dans le quartier de Bacalan.

C'est ce qu'avaient demandé plusieurs familles depuis longtemps malgré les déclarations officielles expliquant que cela ne se ferait pas, à cause du nombre déjà important de Gitans dans ce quartier.

Le 17 décembre 2001, les dernières familles déménagèrent et le Village andalou fut définitivement fermé.

E) Les familles relogées dans des maisons ordinaires

La « sortie du ghetto » fut beaucoup moins difficile à vivre pour les familles relogées à Bacalan que pour les autres. Elles connaissaient très bien le quartier, déjà habité par des dizaines de familles gitanes. La sensation d'isolement était donc bien moins importante.

Pourtant, passées les premières semaines et la joie de quitter enfin la précarité et le saturnisme pour des maisons salubres, certains Gitans témoignèrent quand même d'une sorte de tristesse :

« C'est vrai qu'on n'est pas loin les uns des autres, on peut se voir si on veut. Mais c'est moins joyeux qu'au Village andalou : il suffisait de sortir de la maison pour voir du monde.

Il y avait toujours quelqu'un dehors en train de faire quelque chose ou de parler.

Là, même si on n'habite pas loin, on va pas forcément voir dans les autres rues si les autres sont dehors ou non.

C'est bien de plus être au Village andalou, mais c'est un peu triste quand même. J'espère qu'on va s'habituer. »

Les mêmes discours furent tenus par des familles relogées dans d'autres quartiers de Bordeaux, avec une sensation d'isolement plus prononcée, mais somme toute la même difficulté à appréhender la rupture avec la vie communautaire.

Il est d'ailleurs assez frappant de constater que les mêmes personnes décrivaient quelques mois auparavant la vie au Village andalou comme oppressante et source de très nombreux inconvénients.

En fin de compte, elles étaient aussi sincères avant qu'après, et les témoignages ne sont qu'apparemment contradictoires : la vie au Village andalou était de toute évidence à la fois oppressante et rassurante.

Il y avait de la chaleur humaine et des nuisances. Il semble assez logique que les habitants du Village andalou aient voulu en partir lorsqu'ils y étaient, et qu'ils le regrettent parfois maintenant qu'ils n'y sont plus.

Il convient aussi de signaler que plusieurs familles se sont déclarées absolument enchantées de ne plus être au Village andalou, et n'ont pas semblé souffrir de nostalgie.

Plusieurs ont remercié chaleureusement les membres du Comité de soutien pour leur solidarité et leur engagement.

Il y avait bien entendu la joie de ne plus être soumis au saturnisme, mais de toute évidence le départ du Village en lui-même était vécu comme une vraie délivrance.

PARTIE 5 : LES RÔLES JOUÉS PAR LES DIFFERENTS ACTEURS

A) Les Gitans

Le Village andalou était certes à l'écart de la ville, mais la plupart de ses habitants avaient des relations très importantes avec le monde des « payos » : ils faisaient les courses dans les mêmes magasins qu'eux, regardaient les mêmes chaînes de télévisions, etc. Ils étaient en quelque sorte à la fois exclus et intégrés, ces caractéristiques étant plus ou moins exacerbées suivant les individus.

Ainsi, on trouvait des Gitans très fatalistes, estimant qu'il n'y avait pas grand chose à faire, d'autres au contraire très motivés pour changer le cours de choses et échapper au saturnisme, et comme dans la plupart des « aventures » humaines, une majorité attendant de voir comment la situation évoluait pour se déterminer.

De même, il y avait des Gitans très méfiants envers ces « payos », pour la plupart inconnus, et qui prétendaient vouloir les aider, avec pour seule explication que « *nous sommes tous pareils, Gitans et non-Gitans, et nous avons tous les mêmes droits* » : ils devaient bien chercher quelque chose en retour, à moins que ce ne soient des policiers...

Heureusement des personnalités fortes de la communauté des Gitans ont tout à fait compris et accepté cette solidarité, et estimé que cela les aiderait certainement à se sortir – et sortir leurs enfants – de cette situation dangereuse.

Parmi eux Jesus Gracia, celui qui était depuis le début le porte-parole de Gitans, répondait aux journalistes et discutait avec les services municipaux.

Un personnage formidable, ouvert sur le monde, curieux de rencontrer des gens nouveaux quelles que soient leurs origines. Ce fut une vraie chance pour la communauté de compter en son sein cet individu qui a su faire passer le message de solidarité.

En effet, cela n'allait pas de soi de proclamer ainsi “ *Nous sommes tous les mêmes, Gitans et non-Gitans* ” et de balayer comme si de rien n'était des siècles de défiance et de méfiance. Nous avons pu constater dans certains regards, surtout au début de cette histoire, que tous les Gitans n'appréciaient pas ce discours, du moins le considéraient avec scepticisme.

Ce n'est que quelques mois plus tard, après la première manifestation commune – et la surprise pour les Gitans de voir que de nombreux « payos » inconnus d'eux étaient venus – et la fête qui a suivi dans le ghetto que la méfiance a considérablement diminué avant de quasiment disparaître.

Les Gitans ont organisé et encadré les manifestations, les fêtes dans le Village, les délégations auprès de la mairie ou de la préfecture, leur porte-parole s'est adressé directement à la presse, etc.

Malgré les craintes, voire pour certains une grande peur de représailles de la part des autorités, les Gitans ont joué le premier rôle dans la mobilisation et l'action collective, ce qui est bien naturel puisque ce sont bien eux qui étaient les premiers concernés.

B) Le Comité de soutien

En tant qu'instituteur, responsable de classes d'enfants du Village andalou pendant huit ans, j'ai pris les premiers contacts avec les familles gitanes que je connaissais pour la plupart, même si c'était assez superficiellement.

J'ai poursuivi avec les Gitans les discussions sur la question du saturnisme, accompagné de quelques amis proches, sensibilisés à ce problème ou intéressés par la culture tsigane, des musiciens par exemple.

En tout, à peine une petite dizaine de personnes, mais avec des relais importants dans des milieux susceptibles de mobiliser : milieu militant, milieu musical, etc.

Ce n'est qu'au bout de plusieurs mois que nous nous sommes appelés « Comité de soutien », pour des raisons de lisibilité par rapport à la presse en particulier. Auparavant, on nous demandait systématiquement qui nous étions. Avec « Comité de soutien », la réponse était donnée immédiatement et il était possible d'aborder directement le fond du problème.

Les véritables moteurs de l'action collective ont été les premiers concernés, c'est-à-dire les Gitans eux-mêmes. Mais le rôle des membres du Comité a été important sur plusieurs aspects.

D'abord, bien entendu, une petite aide pour le démarrage de l'action. Non pas l'idée de manifester : les Gitans l'ont eue eux-mêmes sans avoir été « manipulés » comme l'a souvent insinué la municipalité bordelaise.

Mais nous leur avons simplement expliqué comment s'organiser pour manifester : prévoir de désamorcer tout éventuel incident pour ne pas risquer de voir l'action ternie ; informer la presse ; rassurer en expliquant qu'on n'allait pas en prison pour avoir manifesté, même face à un ancien Premier ministre.

Un autre apport important du Comité de soutien a été de permettre, par sa seule présence, que l'action soit menée de bout en bout en solidarité, Gitans et non-Gitans ensemble.

En effet, il ne s'agissait pas non plus de se contenter d'amener cette petite « étincelle » et de disparaître ensuite : il y avait la volonté de remettre réellement en cause la défiance entre Tsiganes et non-Tsiganes.

C'est d'ailleurs pourquoi le documentaire de 26 minutes de France 3 Aquitaine, d'une bonne qualité globalement, a de façon incompréhensible été construit sur ce cliché de défiance, gommant inexplicablement la réalité de l'action solidaire [voir partie 5, E) b) 4)].

Autre élément très positif, cette action a été menée autour de revendications universelles (en l'occurrence le droit au logement et à la santé) : de fait, il ne pouvait s'agir de « charité » de la part de « généreux français de souche » qui seraient venus en aide à de « malheureux Tsiganes ».

Il s'agissait bien d'une action progressiste, mettant en valeur les notions de dignité, de solidarité, de droits fondamentaux pour chacun quelles que soient ses origines.

Depuis, de véritables amitiés, nées dans l'action, se prolongent et prouvent que la mise en avant de ces valeurs n'était pas seulement l'expression de convictions théoriques mais bien celle d'une « aventure » humaine entre des bordelais auparavant implacablement séparés par... quelques centaines de mètres.

C) Médecins du monde

L'ONG Médecins du Monde, et tout particulièrement le Dr Bertrand Favarel-Garrigues, a eu un rôle fondamental, ne serait-ce que par la découverte du saturnisme, bien entendu, et le suivi de la plombémie au fil des mois, face à l'inaction étonnante des pouvoirs publics.

Intelligemment, le Dr Favarel-Garrigues a su trouver la bonne distance, montrant sa solidarité avec les Tsiganes, tout en restant un peu en retrait par rapport aux membres du Comité de soutien.

Les « rôles » se sont distribués tacitement, certains étant plus dans le feu de l'action, les médecins gardant une certaine retenue, contribuant à leur façon à crédibiliser le mouvement face à des autorités parfois promptes à crier à la manipulation.

Médecins du monde a aussi animé un Collectif d'associations, regroupant des organisations Tsiganes ou de soutien aux Tsiganes, mais aussi des organisations plus diverses comme des syndicats d'enseignants.

Les problèmes traités par ce Collectif sont plus particulièrement ceux des aires de stationnement pour les voyageurs, l'accès à l'eau, la scolarisation, et bien sûr la santé en général. La lutte du Village andalou était donc bien spécifique et ne pouvait éclairer toutes ces questions.

Mais son principal intérêt dans le cadre de ce Collectif était de montrer que les Tsiganes, voyageurs ou non, pouvaient s'organiser pour revendiquer le respect de leurs droits, et que des non-Tsiganes étaient solidaires de ces combats. Les actions de Médecins du monde auprès des Tsiganes continuent encore aujourd'hui.

D) Les autorités

a) La mairie de Bordeaux

1) Le Centre Communal d'Action Sociale

Le CCAS fut la structure municipale chargée de s'occuper de l'affaire du Village andalou. Le plus étonnant est qu'un membre de ce service n'était autre qu'Emilio, le propre frère de Jesus Garcia, porte-parole des familles du Village et leader des manifestations.

On imagine sans peine les fortes contradictions vécues par Emilio qui a néanmoins réussi au fil des mois à conserver sa sérénité et contribuer à rendre les événements moins difficiles à vivre pour les uns et les autres, en particulier lors des relogements.

L'ensemble des personnes chargées de mettre en œuvre le relogement ont semblé soumises à de très fortes contradictions dues en particulier aux attermolements de leur hiérarchie. La municipalité a en effet multiplié les effets d'annonce, qu'il fallait bien assumer au contact des familles.

Face à cette difficulté, les responsables du CCAS ont le plus souvent mis en cause le Comité de soutien et Jesus Garcia, accusé d'être responsables de tous les maux en maintenant une pression relayée par la presse. Un membre du Comité de soutien commente :

« Lorsque le plan du Préfet a été abandonné, la mairie de Bordeaux a repris la direction des opérations et certaines personnes se sont laissées aller à faire la morale aux Gitans pour avoir participé aux manifestations, les poussant à accuser Jesus Garcia et le Comité de soutien de les avoir entraînés. On ne peut qu'être consterné par la mesquinerie de tels comportements ».

Les Gitans ne s'y sont jamais trompés : ils connaissaient la gravité du danger pesant sur leurs enfants, la nécessité d'un relogement urgent, le bien fondé des mobilisations et la sincérité des leaders.

2) Le maire de Bordeaux

Le maire de Bordeaux a eu un comportement de gestionnaire, ne prenant jamais en compte l'urgence réelle de la situation et le drame humain qui se jouait. Alors qu'il aurait fallu décréter une évacuation urgente du Village andalou, il n'a cessé de réclamer du temps : 5 ans, 2 ans, 6 mois...

En définitive, il aura fallu attendre un an et demi pour que les dernières familles quittent le Village andalou, avec des conséquences certainement graves sur le développement des enfants gitans, mais difficiles à évaluer dans la mesure où aucun suivi réel de la plombémie n'a été fait.

En particulier, personne ne sait quels étaient les taux de plomb des adultes et enfants au moment de leur départ du Village andalou.

Le Comité de soutien donne son analyse de la situation :

« Il ne s'agit pas de dire qu'il est facile de reloger 50 familles gitanes, mais de considérer qu'il y avait là une urgence absolue et que des mesures exceptionnelles devaient être prises ».

Ce qui a été possible, suite aux graves inondations dans la Somme, pour de nombreuses familles non-Tsiganes ne l'a pas été à Bordeaux pour des Gitans confrontés à un danger immédiat.

Le Comité de soutien considère que le maire de Bordeaux n'a pas été à la hauteur et qu'il a négligé la santé et l'avenir des enfants gitans.

Un autre aspect de l'action du maire de Bordeaux a été sa volonté de montrer que, quoi qu'il arrive, ce serait lui et lui seul qui déciderait de tout. Ainsi, quand le Préfet de la Gironde a décrété une évacuation en urgence du Village andalou, il n'a jamais pu mettre en œuvre sa décision.

Le maire de Bordeaux n'a plus eu qu'à attendre l'échec du Préfet pour décréter qu'il reprenait le dossier en main. Pendant ces longues semaines de manœuvres, les Gitans étaient ballottés de faux espoirs en effets d'annonce, et constataient que décidément rien ne changeait pour eux ni pour leurs enfants.

Enfin, le maire de Bordeaux a continué jusqu'au bout à encaisser des loyers (pour un total d'environ cent mille francs ou quinze mille euros mensuels pour les trente-huit bicoques du bidonville), malgré le saturnisme et l'état d'insalubrité absolue du Village andalou.

b) Le Préfet

Le Préfet, nommé en Gironde en 2000, explique avoir agi dès qu'il a pris conscience du problème, qui dans un premier temps ne lui avait pas été signalé par ses services comme un dossier important :

« Sud-Ouest : C'est bien ce que dit le comité de soutien, on aurait pu agir plus tôt puisqu'il y a seize mois que le saturnisme a été découvert... »

C. F. : On ne peut pas me faire ce procès, j'ai découvert le problème au mois de mars. Depuis, j'ai décidé de les reloger rapidement. »⁶⁷

⁶⁷ Sud-Ouest - Samedi 4 août 2001. Interview du Préfet Christian Frémont.

C'est semble-t-il le dépôt de plainte pour empoisonnement contre lui (et contre le maire de Bordeaux) le 8 mars 2001 qui, même si cette plainte était juridiquement nulle et non advenue contre le représentant de l'État, a joué le rôle de déclencheur.

Le Préfet s'est rendu au Village andalou le 19 mars et y a envoyé le véhicule de la DDASS pour de nouvelles prises de sang le 30 mars. En annonçant avec fracas l'évacuation du Village andalou, le Préfet était dans son rôle et était manifestement de bonne foi : il aurait certainement été beaucoup plus prudent s'il avait soupçonné les difficultés qui l'attendaient.

Son erreur a certainement été de croire à la coopération des services de la mairie de Bordeaux, et de ne pas s'appuyer sur les porte-parole du Village andalou et sur le Comité de soutien, prêts à aider au maximum à la mise en œuvre de cette décision tant attendue. Pourtant, le Préfet nie que son action ait pu être entravée par le maire de Bordeaux :

« Sud-Ouest : Même s'il est vrai que ce dossier s'est accéléré depuis le printemps, on a quand même assisté à une partie de ping-pong un peu cacophonique entre la mairie et la préfecture ?

C. F. : Il n'y a jamais eu de différend entre le maire et moi sur les moyens et les objectifs. C'est un problème extrêmement compliqué. Pendant onze ans, il ne s'est rien passé.

Lorsqu'on a découvert ces taux de plombémie excessifs, il a alors fallu agir en urgence. Mais on ne pouvait pas régler les choses en trois semaines. Le maire avait un projet de relogement qui s'étendait sur le temps. Il a été tout à fait d'accord pour dire qu'il fallait aller beaucoup plus vite. »⁶⁸

68 Sud-Ouest - Samedi 4 août 2001. Interview du Préfet de la Gironde.

Recevant le 30 juillet 2001 une délégation commune de représentants du Village andalou et du Comité de soutien, le Préfet a quitté la réunion, excédé par les demandes d'explications sur la « disparition » de son propre plan.

Il ne pouvait que répondre que ses services coopéraient avec la mairie de Bordeaux, alors que cette dernière imposait son propre plan, beaucoup plus lent et pénible pour les familles : il ne fut plus question d'évacuation en urgence, il y eut des relogements en caravanes, et il fallut attendre un an des mois pour que le Village soit définitivement évacué.

Rétrospectivement, le Comité de soutien n'accable pas le Préfet, qui a bien tenté de jouer son rôle, mais le Comité s'étonne vivement de ce qu'il n'ait pu agir :

« Tout le monde sait que le maire de Bordeaux est un proche du Président de la République, il avait certainement des possibilités d'influence sur le Préfet. Mais celui-ci dépend du gouvernement qui, en 2000 et 2001, n'était pas du bord politique du Président de la République et du maire de Bordeaux. Et pourtant, ce n'est pas le Préfet qui a eu le dernier mot. C'est d'autant plus dommage qu'il avait fait l'annonce tant attendue, l'évacuation en urgence du Village andalou... »

c) La Secrétaire d'État au logement

La Secrétaire d'État au Logement, contactée par le Comité de soutien, est en personne venue au Village andalou et s'est fait confirmer de vive voix par le Préfet et la représentante du maire de Bordeaux que les relogements provisoires auraient lieu dans des mobilehomes et non des caravanes.

Mais c'est le maire de Bordeaux qui a en fin de compte imposé ses décisions, empochant tout de même au passage l'aide de cinq millions de francs (762 600 euros) débloquée par l'État :

« Marie-Noëlle Lienemann, secrétaire d'État au logement, a indiqué jeudi à Bordeaux que l'État allait financer à hauteur de 5 millions de francs le relogement des familles du "village andalou", un lotissement du nord de Bordeaux où six cas de saturnisme ont été décelés chez des enfants de 8 à 15 ans. »⁶⁹

Un chargé de mission du secrétariat d'État au logement a suivi pendant quelques temps l'affaire du relogement des familles du Village andalou en restant en contact téléphonique avec le Comité de soutien.

Confiant au départ, il a admis au bout d'un certain temps que son Secrétariat d'État n'avait à l'évidence pas assez de poids pour soutenir le plan de la Préfecture de la Gironde et, après avoir sollicité le ministère de l'Intérieur, a avoué que celui-ci ne souhaitait pas se mêler de cette affaire.

Marginalisé, le Secrétariat d'État au logement a subitement disparu de ce dossier, laissant stupéfaites les familles du Village andalou qui, avec la venue chez elles d'une ministre, avaient réellement pensé que leur situation allait enfin évoluer dans le bon sens :

« Une ministre qui vient ici au Village andalou, c'est très bien. Ministre, c'est plus fort que Préfet, plus fort que maire. Cette fois, ça devrait changer en bien pour nous ! » s'illusionnait Maria, une mère de quatre enfants.

⁶⁹ « L'État débloque 5 MF pour reloger les familles du "Village andalou" » (dépêche AFP, 28 juin 2001). Voir dépêche en annexe.

E) La presse

a) L'image des Gitans dans la presse écrite. Comparaison avec les travaux de Nancy Thede

Nancy Thede, chercheuse à l'Université de Montréal, a produit une thèse titrée « *L'identité ethnique des Gitans de la basse Andalousie* » dont un chapitre s'intitule « *L'image des Gitans dans la presse écrite.* »⁷⁰

Nous vous en proposons quelques extraits rapportés au traitement de l'« affaire » du Village andalou.

- ♦ “ *Les articles de la presse écrite traitant de Gitans se divisent en deux catégories très majoritaires : celle qui aborde les Gitans en tant que problème social, et celle qui les identifie au monde du spectacle, particulièrement celui de la musique flamenca. Les deux autres catégories, très minoritaires celles-là, sont le discours des Gitans sur eux-mêmes et les propos de l'État concernant des mesures sociales à prendre à l'endroit de la communauté gitane.* ”

Ces catégories sont identifiables dans les articles traitant de l'affaire du Village andalou.

La plupart de ces articles sont, bien entendu, à classer dans la catégorie « problème social », si on considère le saturnisme comme étant directement la conséquence de l'exclusion sociale, et non un simple problème de santé.

⁷⁰ Article en annexe.

- ◆ *“ Les articles sur les conditions de vie révèlent une population marginale, très pauvre, souvent incapable de comprendre les règles du jeu administratif de la société majoritaire. On dévoile un genre de "quart-monde" espagnol, de bidonvilles insalubres, d'analphabétisme... ”*

Pour le Village andalou il faut noter une différence concernant cette « incapacité à comprendre les règles de la société majoritaire » : le simple fait de manifester, puis par la suite celui de porter plainte contre le maire de Bordeaux a justement été noté comme un fait inhabituel pour une population Tsigane :

« C'est une forme d'événement. Pour la première fois, les familles gitanes qui résident au Village andalou, ces baraquements insalubres situés à la frange nord du quartier de Bacalan, vont manifester dans les rues du centre pour protester contre leurs conditions d'hébergement. Pour qui mesure la méfiance atavique que suscite "la ville" à cette population coupée de tout, ce déplacement sous la porte d'Aquitaine atteste l'ampleur de la grogne. »⁷¹

Par contre, les descriptions de la vie au Village andalou portent effectivement sur le thème du bidonville insalubre.

- ◆ *“ On décèle dans le traitement médiatique des Gitans en tant que problème social, la trame littéraire des Gitans "à la Cervantès" ou "à la Mérimée" : l'interprétation du monde gitan actuel semble être influencée davantage par ce qu'on "connaît" des Gitans à partir de leur image dans la littérature (préindustrielle) ou dans le spectacle, que par ce que l'on pourrait voir autour de soi. Cette "cécité" particulière par rapport aux Gitans réels est patente dans les médias... ”*

71 Sud-Ouest - jeudi 7 décembre 2000.

Concernant l'affaire du Village andalou, ce sont plus les gens interviewés que les journalistes eux-mêmes qui ont mis en avant des « clichés » concernant les Gitans :

- “ ... on ne peut pas organiser dans l'urgence le relogement, même provisoire, de personnes qui ont des “ manières de vivre respectables mais différentes. Il faut réfléchir...”⁷²

Ou bien :

- “ Signez la pétition contre l'installation des familles du village andalou dans la caserne Boudet. Ce site n'étant pas adapté au mode de vie des familles du village andalou, les riverains ne veulent pas de leur installation qui risque d'engendrer problèmes et conflits préjudiciables à la vie du quartier et aux intérêts des familles à reloger ”.⁷³

Mais il n'y a pour ainsi dire pas eu d'article de fond permettant aux Gitans de parler de leur vie, de leurs rapports avec les non-Gitans, etc.

Cela aurait été certainement utile et efficace pour faire tomber ou du moins lutter contre les stéréotypes et jugements hâtifs voire racistes.

⁷² Citation d'un maire adjoint de Mérignac, Sud-Ouest mercredi 23 mai 2001, “Pas de terrain pour les Gitans”.

⁷³ Extrait d'une pétition, Sud-Ouest vendredi 22 juin 2001 : “ Une pétition contre les Gitans ”.

b) L'affaire du Village andalou traitée par la presse

1) Le journal Sud-Ouest

A Bordeaux, le journal Sud-Ouest est en position de monopole, sur le plan de la presse écrite quotidienne locale et régionale. A tel point que beaucoup de gens disent « le journal » sans qu'il y ait besoin de préciser de quel titre il s'agit... puisqu'il n'y en a qu'un.

Il est vrai qu'il y a aussi des télévisions locales, mais la façon dont Sud-Ouest traite une affaire a généralement un impact important sur l'opinion et sur les décisions des autorités.

Dans les milieux militants bordelais, Sud-Ouest est généralement considéré comme un journal ne mettant pas trop en difficulté les pouvoirs, qu'ils soient tenus par la droite (Mairie de Bordeaux, Communauté Urbaine de Bordeaux) ou le parti socialiste (Département de la Gironde, Région Aquitaine).

Pourtant, au début de « l'affaire », le quotidien régional a joué un rôle très positif concernant la situation des familles du Village andalou, exerçant de fait une certaine pression morale sur le puissant maire de Bordeaux (également Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux, député, ancien Premier ministre, proche du Président de la République...).

Les titres des premiers articles sont révélateurs :

- ◆ « *Ces rapports qui accablent* » (Sud-Ouest, 13 avril 2000)
- ◆ « *Les enfants victimes du plomb* » (Sud-Ouest, 13 juillet 2000)
- ◆ « *Du plomb dans le sol* » (Sud-Ouest, 17 août 2000)
- ◆ « *Juppé chez les Gitans* » (Sud-Ouest, 19 septembre 2000)

Mais, au bout de quelques mois, la couverture de cette affaire est confiée quasi exclusivement à une journaliste dont l'approche est considérée par le Comité de soutien comme très favorable à la municipalité bordelaise :

« Quand cette personne a repris le dossier, les Gitans n'ont plus vraiment été considérés comme les victimes, ce qu'ils étaient pourtant, mais beaucoup plus comme des gens posant problème, des freins à leur propre relogement, voire même des gens exigeants, alors que la municipalité envisageait des relogements sordides. »

C'est pourtant le quotidien Sud-Ouest, mais sous la plume d'autres journalistes, qui a dénoncé ces tentatives :

- ♦ *« Des familles du Village andalou pourraient être relogées dans des maisons anciennes de la cité Carreire. Des habitants de cette cité estiment qu'elles sont trop vétustes pour cela : “Nous faire sortir d'ici pour en mettre d'autres, c'est scandaleux. On ne comprend pas (...). On les sort de là-bas parce qu'il y a du plomb, et on les reloge dans un endroit vétuste avec de l'amiante. Ce n'est vraiment pas honnête” ».*⁷⁴
- ♦ *« Six familles andalouses devaient être relogées dans la cité Martin-Videau depuis le 10 août. Problème : les précédents locataires sont toujours là, et se sentent pris au dépourvu. Les six familles en situation précaire qui doivent céder la place dans ce logement de transit aux Andalous se sentent complètement dépassés par les événements. En plein mois d'août, ils doivent trouver une habitation sans aucune aide, tous les travailleurs sociaux étant partis en vacances. La nouvelle est tombée comme un couperet avec une lettre de l'huissier fin juillet, les invitant à quitter les lieux dans les quinze jours. »*⁷⁵

74 Sud-Ouest - Samedi 11 août 2001 : “ La cité s'interroge ”.

75 Sud-Ouest - Jeudi 16 août 2001 : “ Un départ précipité ”.

Le Comité de soutien continue :

« Chaque fois que d'autres journalistes traitaient le sujet, les articles étaient équilibrés, entre la position des uns qui estimaient nécessaire un relogement urgent, et des pouvoirs publics confrontés à un problème compliqué.

Mais la journaliste qui a fait la plupart des articles était, elle, bien moins nuancée.

La notion d'urgence a été oubliée, et on a pu sentir un relais assez net des positions de la municipalité : le Comité de soutien complique la situation, les Gitans font " preuve d'exigence " - cette suspicion reviendra régulièrement – etc. »

A lui seul, l'article du 7 février 2001⁷⁶ (voir en annexe 8) a beaucoup choqué les Gitans et le Comité de soutien, reprenant des effets d'annonce et des affirmations de la municipalité sans aucun contrepoint de la part des intéressés.

Par exemple : *« D'ici à la fin mars, comme prévu, une dizaine de familles du Village andalou de Bacalan seront relogées »*. Affirmation bien imprudente : en fait, **aucune famille** ne sera relogée en mars 2001.⁷⁷

Très souvent est revenue aussi l'accusation à l'encontre des Gitans de « faire preuve d'exigences » pour leur relogement.

Sur le fond, on touche là à l'irresponsabilité des pouvoirs publics qui ont privilégié un plan de relogements définitifs et non un plan d'évacuation immédiate du Village andalou.

⁷⁶ Sud-Ouest, mercredi 7 février 2001 : « Une dizaine de familles relogées ».

⁷⁷ Voir en annexe l'article entier commenté par le Comité de soutien.

Le Préfet le reconnaît :

« Lorsqu'on a découvert ces taux de plombémie excessifs, il a alors fallu agir en urgence. Mais on ne pouvait pas régler les choses en trois semaines. Le maire avait un projet de relogement qui s'étendait sur le temps. Il a été tout à fait d'accord pour dire qu'il fallait aller beaucoup plus vite. »⁷⁸

Cette dernière phrase ne peut masquer la vérité : l'évacuation urgente, nécessaire pour des raisons de santé, a été délibérément abandonnée au profit d'un plan ne prenant pas compte de la gravité de la situation.

Les Gitans étaient d'accord pour partir immédiatement en mobilehomes. Certains ont même accepté l'humiliation de la caravane. Mais ils étaient logiquement méfiants pour des relogements définitifs : comme montré ci-dessus, la mairie de Bordeaux était prête à utiliser des logements insalubres et tout aussi dangereux (quitter le plomb pour l'amiante n'est certainement pas un progrès).

Pour autant, peut-on dire qu'ils ont fait preuves d'exigences ou tenté d'imposer des « désirs » ? C'est pourtant ce que la journaliste en charge du dossier a affirmé avec une telle insistance qu'on peut se demander si ce n'était pas devenu une vraie obsession :

- ♦ *« On sait aussi que la mairie s'est donnée un délai de deux ans pour satisfaire les désirs de chacun, sachant que les locataires du camp de Bacalan ont exprimé des souhaits différents, et même que certains ne veulent pas quitter le site. »⁷⁹*

78 Sud-Ouest - Samedi 4 aout 2001. Interview du Préfet de la Gironde.

79 Sud-Ouest, jeudi 26 octobre 2000 : “ Le relogement va commencer ”.

- ♦ « *La mairie s'est donné un délai de deux ans pour satisfaire au mieux les désirs des Gitans de Bacalan. Mais ils ont déjà annoncé leur intention d'organiser une manifestation samedi.* »⁸⁰

- ♦ « *Encore faut-il dénicher des habitations disponibles et qui répondent aux désirs des [Gitans]. Lesquels pour la plupart veulent absolument déménager mais pour aller dans des endroits qui leur plaisent. Il leur faut forcément plusieurs pièces et si possible un jardin.* »⁸¹

- ♦ « *...ce qui déplaît beaucoup dans le Village andalou où chacun souhaiterait que ses désirs soient satisfaits.* »⁸²

- ♦ « *Si les habitants de ce village, minable et insalubre certes, expriment leur impatience, il faut également considérer que chacun impose ses exigences en fonction de son mode de vie, du nombre de ses enfants, etc.* »⁸³

On peut noter aussi quelques considérations assez ambiguës comme « *Les risques d'impayés sont relativement faibles, les loyers de toutes ces familles qui bénéficient d'allocations étant en général pris en charge au moins à hauteur de 80 %.* »⁸⁴

Le Comité de soutien commente : « *Toutes ces familles bénéficient d'allocations, certes... exactement **comme toute famille française** ou vivant régulièrement en France. Alors pourquoi cette remarque qui semble désigner les Gitans – dont la grande majorité sont d'ailleurs français - comme des profiteurs ?* »

80 Sud-Ouest, mercredi 6 décembre 2000 : “ Une première famille relogée ”.

81 Sud-Ouest, mardi 19 décembre 2000 : “ La démolition a commencé ”.

82 Sud-Ouest, jeudi 19 avril 2001 : “ Les Gitans manifestent encore ”.

83 Sud-Ouest, mercredi 7 février 2001 : “ Une dizaine de familles relogées ”.

84 *Idem*

Enfin, on peut se poser des questions concernant la réaction au plan d'évacuation annoncé par le Préfet le 21 mai 2001 au soir. En effet, à peine plus de vingt-quatre heures après cette annonce, la journaliste titrait son article suivant : « *Pas de terrain pour les Gitans* ».

Le mal était fait : avec ce titre, les habitants du Village andalou devenaient des proscris, rejetés de partout. Le 16 juin 2001, le Préfet annonçait bien la suite de son plan avec 6 terrains pour des mobilehomes provisoires, mais hélas rien n'allait se produire.

Et Sud-Ouest titrait à peine deux semaines plus tard « *Nouveau projet pour les Gitans* » et annonçait « *Alain Juppé a dévoilé hier un nouveau plan de relogement provisoire pour les Gitans atteints de saturnisme.* »⁸⁵

Si la santé des Gitans et l'avenir de leurs enfants n'avait pas été en jeu, on aurait pu aussi s'amuser du nombre de fois où la fin du Village andalou a été annoncée par le quotidien régional, à tel point que dès la première tentative, plus d'un an avant la vraie fermeture du ghetto, des gens s'étonnaient : « Le Village andalou ? Mais il n'existe plus ! »

Pour mémoire :

Sud-Ouest mardi 19 décembre 2000

Village andalou : La démolition a commencé

Une maison du village andalou de Bacalan dont les locataires ont été relogés a été démolie. A terme, tout le lotissement sera détruit

Sud-Ouest mardi 22 mai 2001

Village andalou : Le camp évacué avant l'été

Le préfet a décidé de fermer le camp de Bacalan avant l'été.

Sud-Ouest - lundi 10 septembre 2001

Village andalou : Le bout du chemin

“ On est presque au bout du chemin ”, estime le maire de Bordeaux, pour qui toutes les familles devraient être relogées avant la fin de l'année.

⁸⁵ Sud-Ouest, vendredi 29 juin 2001 : “Nouveau projet pour les Gitans”.

Sud-Ouest – vendredi 28 septembre 2001

Village andalou : La fin d'un ghetto

Un document sur le départ des familles du Village andalou vient d'être réalisé.

Sud-Ouest – vendredi 9 novembre 2001

Village andalou : La fin du village andalou

Presque tous les pavillons du village andalou à Bacalan ont été détruits. Et toutes les familles ont reçu des propositions de relogement

En réalité, le Village andalou a été réellement fermé... le 17 décembre 2001.

2) Les journaux nationaux

Trois quotidiens nationaux ont traité l'affaire du Village andalou : Le Monde, Libération et Le Parisien. D'abord en décrivant la situation sanitaire de village et le problème du saturnisme⁸⁶, puis suite aux plaintes déposées en justice contre le maire de Bordeaux et le Préfet⁸⁷, et enfin au moment des annonces de plan de relogement⁸⁸.

Dégagés de ce qu'on peut appeler la « pression locale », ces journaux décrivent sans complaisance une situation sanitaire déplorable, une incroyable cacophonie entre les diverses autorités concernant le relogement, et les Gitans abandonnés dans ce Village andalou, touchés par le saturnisme.

86 Le Monde, mercredi 9 août 2000 : “ Plusieurs enquêtes dénoncent la situation sanitaire d'un village de Gitans près de Bordeaux ”. Libération, mardi 29 août 2000 : “ Les gitans coincés dans le village du saturnisme ”. Le Parisien, samedi 17 mars 2001 : “ Alerte au saturnisme au Village gitan de Bordeaux ”.

87 Le Monde, samedi 10 mars 2001 : “ Des gitans logés dans un camp insalubre portent plainte contre le maire de Bordeaux ”. Libération, lundi 12 mars 2001 : “ Plomb et ras-le-bol chez les gitans du “village andalou” ”.

88 Libération, le mercredi 23 mai 2001 : “ Plomb: la Gironde veut en finir avec le village gitan ”. Le Monde, jeudi 24 mai 2001 : “ Les Gitans du "village andalou" bordelais vont être relogés en urgence. ” Le Monde, mardi 7 août 2001 : “ Polémique à Bordeaux sur le relogement des Gitans du "village andalou" ”.

M. Juppé, maire de Bordeaux, ayant de notoriété publique des ambitions politiques nationales, on peut raisonnablement penser que le traitement régulier de ce scandale de santé publique dans ces journaux nationaux l'a contraint à agir enfin, au bout de dix-huit mois.

3) Les radios

Deux radios locales importantes coexistent à Bordeaux : France Bleu Gironde (relais local de Radio-France) et Wit FM (ancienne radio du club de football des Girondins de Bordeaux). Ces radios ont régulièrement traité du sujet, donnant la parole de façon assez équilibrée aux uns et aux autres. Mais, le format même du journal radiodiffusé n'a pas permis d'approfondir le sujet.

Par contre, France Inter a consacré un reportage de 30 minutes au Village andalou, avec des interviews d'habitants et d'habitantes, d'enfants, etc. Le journaliste a passé deux jours à Bordeaux et a pris le temps de discuter avec les Gitans avant de faire des interviews.

A l'arrivée, cela donne un document qui permettait enfin de sortir de la spirale de l'actualité brûlante pour mieux comprendre la vie des gens concernés : leurs problèmes, leur envie de nouer des relations cordiales avec les non-Gitans, leur rêve de parvenir à avoir une vie ordinaire, comme et avec les « payos », tout en restant eux-mêmes...

4) Les télévisions locales

Le « décrochage » local de M6 fonctionne un peu comme les radios, avec un journal express qui ne permet pas d'approfondir les problèmes. Mais la question du Village andalou a été traitée régulièrement et de façon assez équilibrée.

On peut faire à peu près le même constat pour le journal régional de France 3. Par contre, France 3 Aquitaine a consacré un reportage de 26 minutes diffusées en deux épisodes. Globalement, un bon travail qui a certainement contribué, de même que les articles de la presse écrite nationale, à contraindre le maire à agir enfin. Mais ce reportage souffre d'une faiblesse incompréhensible : il a été construit sur le cliché de la défiance historique entre Gitans et non-Gitans, gommant la réalité de l'action solidaire.

5) Les chaînes télévisées nationales

La chaîne France 3 a consacré un reportage dans son édition nationale ("19-20") dès la première manifestation, le 9 décembre 2000. La manifestation était relatée, et la parole donnée aussi à la représentante de la municipalité qui s'exprimait alors ainsi à propos des Gitans du Village andalou :

« Pour vivre en ville, il faut savoir respecter ses voisins, entretenir sa maison, se débarrasser de ses chiens et de son coq »⁸⁹.

Le comité de soutien commente cette déclaration :

« A notre connaissance, la personne qui s'est exprimée ainsi de façon clairement raciste n'a pas été sanctionnée par le maire de Bordeaux. Les associations tsiganes ou antiracistes auraient très bien pu tenter des procédures en justice. En tout cas, le ton était donné : pour la mairie de Bordeaux, qui percevait pourtant des loyers pour chaque bicoque du Village andalou, les locataires gitans n'avaient pas les mêmes droits que les autres citoyens bordelais. Ce reportage télévisé a eu le grand mérite d'exposer publiquement devant des millions de téléspectateurs la façon dont la municipalité bordelaise traitait les Gitans... »

⁸⁹ France 3, journal télévisé "19-20", édition nationale, 9 décembre 2000.

Des reportages sur le problème du saturnisme au Village andalou sont passés dans les journaux télévisés de la plupart des chaînes hertziennes françaises, y compris les « 20 heures » des deux chaînes principales.

Comme pour la presse écrite nationale, les reportages ont décrit la situation sanitaire déplorable et les ratés des plans de relogement, contribuant certainement à la résolution finale du problème.

Le Comité de soutien commente :

« Au vu de la mauvaise volonté du maire de Bordeaux concernant le relogement des habitants du Village andalou, on peut vraiment craindre que ceux-ci ne seraient jamais partis de leur ghetto plombé sans la pression des reportages des différents médias. »

CONCLUSION :

UNE LUTTE ORIGINALE ET PORTEUSE D'ESPOIRS

L'affaire du saturnisme au Village andalou, qui n'était somme toute qu'un simple fait divers, a été en réalité révélatrice de l'état des rapports entre non-Tsiganes et Tsiganes dans la société occidentale. Voici quelques éléments qui se sont dégagés :

- une persistance d'*a priori*, de méfiances séculaires, voire de haines parfois irrationnelles, entretenues par des individus mais aussi hélas par des institutions ;
- l'instauration de relations de confiance, et parfois d'amitié, entre des Gitans et des non-Gitans.

Autour de cette affaire se sont cristallisés des comportements antagonistes :

- d'une part, **l'expression du mépris, du racisme affiché ou ouvertement déclaré**, porté par des fantasmes populaires parfois exploités ou même provoqués. Sans tomber dans l'angélisme concernant la population gitane, il faut bien reconnaître que ces comportements regrettables ont été dans cette affaire l'apanage exclusif de non-Gitans ;
- de l'autre, **l'engagement de personnes portant un discours universaliste, de solidarité par delà les origines et les différences**. Aussi bien pour les Gitans que pour les non-Gitans, il faut bien reconnaître qu'il s'agissait là de démarches volontaristes qui ont surpris chez les uns comme chez les autres.

Si tous les obstacles n'ont bien entendu pas été levés, il est certain qu'un certain scepticisme a disparu au fil des mois : les « belles déclarations » humanistes ont été mises en pratique dans l'action et se sont perpétuées par la suite.

Nous avons pris le parti de ne pas traiter l'histoire de la fin du Village andalou du point de vue d'un observateur méthodique, académique. Cette approche était-elle seulement possible ?

Inévitablement, notre travail est marqué par les difficultés rencontrées au fil des semaines et des mois, par les déceptions vécues au plus près de familles gitanes, de l'inquiétude sournoise des conséquences du saturnisme, en particulier sur les enfants.

La lutte du Village andalou fut par certains cotés une lutte ordinaire. Un problème surgit. Des revendications sont élaborées. Une action collective se produit, avec ses caractéristiques habituelles : des leaders ; des moments forts au cours desquels chacun se sent porté par une dynamique ; des moments de découragement, voire de doute par rapport à l'action.

Mais les aspects extraordinaires de cette lutte sont évidents : des Tsiganes absolument sédentaires sont confrontés à un problème en tant que locataires, et réclament... des maisons.

La population bordelaise découvre que ceux que l'on nomme – à cause du « politiquement correct » - les « Gens du voyages » sont parfois plus sédentaires que bien des non-Tsiganes.

Elle découvre aussi l'existence d'un bidonville à proximité immédiate de l'agglomération et que des Gitans et des non-Gitans peuvent agir ensemble. Etc.

Cette lutte est porteuse d'espoir.

D'abord pour les Tsiganes, voyageurs ou sédentaires, qui y trouvent la preuve qu'ils peuvent s'organiser pour faire valoir leurs droits, les mêmes droits que tous les autres êtres, mais qui sont hélas souvent bafoués.

Espoir ensuite pour tous ceux qui ne pensent pas les relations humaines en terme de défiance entre gens d'origines ou de cultures différentes, mais qui au contraire estiment qu'il est possible d'allier le respect des différences avec les principes universels de solidarité.

Stéphane Lhomme
Bordeaux, septembre 2002